



COVEA FINANCE SAS

COVEA PATRIMOINE

rapport
annuel

FONDS COMMUN DE PLACEMENT - FCP DE DROIT FRANÇAIS

EXERCICE CLOS LE : 30.12.2022

informations concernant les placements et la gestion.....	3
rapport d'activité	11
rapport du commissaire aux comptes	32
comptes annuels	35
bilan	36
actif	36
passif	37
hors-bilan.....	38
compte de résultat.....	39
annexes	40
règles & méthodes comptables	40
évolution actif net	43
compléments d'information	44
inventaire.....	54

Société de gestion	COVEA FINANCE SASU 8-12, rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris
Dépositaire et conservateur	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge
Établissement placeur	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge
Commissaire aux Comptes	KPMG Audit Tour Egho - 2, avenue Gambetta - 92066 Paris La défense
Commercialisateur	COVEA FINANCE SASU (Entité du groupe COVEA) 8-12, rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris

informations concernant les placements et la gestion

Classification : Néant.

Affectation des sommes distribuables : Capitalisation des revenus et capitalisation des plus-values nettes réalisées.

Objectif de gestion : L'objectif de gestion est de chercher à réaliser une performance diminuée des frais de gestion sur les marchés actions et taux internationaux en se fondant sur les perspectives économiques et financières établies par la société de gestion et en recherchant le meilleur couple rentabilité/risque sur un horizon d'au moins cinq ans.

Indicateur de référence : L'objectif de gestion n'est pas compatible avec l'existence d'un indicateur de référence. Une telle comparaison ne pourrait qu'entraîner une mauvaise compréhension du porteur.

Stratégie d'investissement :

Description des stratégies utilisées :

La gestion du fonds est active et discrétionnaire.

L'objectif est d'offrir une gestion flexible d'un portefeuille investi en OPC et en valeurs mobilières françaises et étrangères : obligations, actions, titres de créances négociables et toute autre valeur négociée sur un marché réglementé.

La gestion du fonds est active et discrétionnaire. La répartition du portefeuille entre les différentes classes d'actifs et catégories d'OPC est fondée sur une analyse fondamentale des perspectives économiques et financières établies par Covéa Finance et pourra donc varier en fonction des anticipations du gérant.

Pour établir la stratégie d'investissement, l'équipe de gestion s'appuie sur les conclusions des comités mis en place par la société de gestion. La stratégie d'investissement mise en oeuvre par le gérant se décompose en deux phases successives :

Pour établir la stratégie d'investissement, l'équipe de gestion s'appuie, dans un premier temps, sur les Perspectives Economiques et Financières (« PEF ») qui présente trois fois par an les scénarios macroéconomiques par zone ou par pays (taux de chômage, inflation, croissance du PIB, taux d'intérêt) retenus par la Société de gestion ainsi que sur les conclusions des comités de gestion mis en place par la Société de gestion notamment dans le cadre de la sélection de titres en direct.

Dans un second temps, l'équipe de gestion choisit de façon discrétionnaire ses investissements parmi les différents supports d'investissements (catégories d'actifs et d'OPC).

La performance sera obtenue d'une part par l'allocation d'actifs et d'autre part, par la sélection des supports d'investissement.

L'équipe de gestion, en complément de l'analyse financière, s'appuie dans le cadre de ses décisions d'investissement, sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (critères « ESG ») appréciés à partir des données extra-financières disponibles de l'équipe d'analyse extra-financière et financière de la Société de gestion ou sur celles d'un prestataire de données externe.

Afin de garantir une communication proportionnée à la prise en compte des critères ESG, les objectifs suivants sont respectés :

L'analyse extra-financière couvre au minimum :

- 90% des actions de grandes capitalisations dont le siège social est situé dans des pays « développés », des titres de créances et instruments du marché monétaire bénéficiant d'une évaluation de crédit « investment grade » et de la dette souveraine émise par les pays développés et,

- 75% des actions émises par des grandes capitalisations dont le siège social est situé dans des pays émergents, des actions émises par des petites et moyennes capitalisations, des titres de créances et instruments du marché monétaire bénéficiant d'une évaluation de crédit « high yield » et de la dette souveraine émise par des pays émergents.

Le taux d'analyse est apprécié en fonction des actifs éligibles et des niveaux maximum d'investissement précisés dans la rubrique « Description des catégories d'actifs ».

Cette analyse est fondée sur une approche en amélioration de note ; la note du placement collectif devant être supérieure à la note de l'univers d'investissement de l'OPC.

La contribution des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) est prise en compte dans les décisions d'investissement, en complément des éléments d'analyse financière, sans pour autant être systématiquement un facteur déterminant de cette prise de décision.

L'OPC promeut des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »). La politique d'investissement de la Société de gestion prend en compte les impacts les plus significatifs du risque en matière de durabilité et vise à le limiter à travers un dispositif s'articulant principalement autour de la mise en place de filtres d'exclusion normatifs et sectoriels applicables à tous les OPC, pour tout investissement direct en action ou en obligation (cf. politique d'exclusion disponible sur le site Internet www.covea-finance.fr), et de la mise en place de critères de sélection extrafinanciers déterminés à partir des appréciations de l'équipe de Recherche Interne et/ou à partir des données disponibles d'un prestataire externe indépendant en complément des critères de sélection financiers. Le risque de durabilité est ainsi apprécié à partir d'un ensemble de critères sur les piliers environnementaux, sociaux et de gouvernance pour identifier les principales incidences négatives des investissements sur les facteurs ESG. Ces informations sont accessibles dans la Déclaration relative à la prise en compte du risque de durabilité à l'adresse www.covea-finance.fr

Néanmoins, l'évaluation de l'impact probable des risques en matière de durabilité sur la performance des OPC reste soumise à des limitations structurelles telles que la disponibilité et la qualité des données.

Le règlement européen 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables (dit « Règlement Taxonomie ») a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. Le Règlement Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux :

- Atténuation des changements climatiques,
- Adaptation aux changements climatiques,
- Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines,
- Transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage),
- Prévention et contrôle de la pollution,
- Protection des écosystèmes sains.

Actuellement, des critères d'examen technique (Technical Screening Criteria) ont été développés pour certaines activités économiques à même de contribuer substantiellement à deux de ces objectifs : l'atténuation du changement climatique et l'adaptation au changement climatique. Ces critères sont actuellement en attente de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne. Les données présentées ci-dessous ne reflètent donc que l'alignement à ces deux objectifs, sur la base des critères non-définitivement publiés, tels qu'ils ont été soumis aux colégislateurs européens. Cette information peut faire l'objet d'une mise à jour en cas de changements apportés à ces critères, de développement de nouveaux critères d'examen relatifs à ces deux objectifs, ainsi que lors de l'entrée en application des critères relatifs aux quatre autres objectifs environnementaux.

Pour être considérée comme durable, une activité économique doit démontrer qu'elle contribue substantiellement à l'atteinte de l'un des 6 objectifs, tout en ne nuisant pas à l'un des cinq autres (principe dit DNSH, « Do No Significant Harm »). Pour qu'une activité soit considérée comme alignée au Règlement Taxonomie, elle doit également respecter les droits humains et sociaux garantis par le droit international.

Le Fonds ne prend actuellement aucun engagement en matière d'alignement de son activité avec le Règlement Taxonomie. Le pourcentage d'alignement sur les objectifs d'atténuation du changement climatique et d'adaptation au changement climatique est actuellement faible. La part des investissements alignés sur le Règlement Taxonomie repose au plan environnemental sur un accès progressif et continu aux données communiquées par les émetteurs. Le Fonds sera à même de déterminer, au fur et à mesure de la mise à disposition de ces données par les émetteurs, un objectif d'alignement conformément à la réglementation et à compter de l'entrée en vigueur des Normes Techniques fixée au 1er janvier 2023.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

L'exposition au risque action est comprise entre 0 % et 100 % de l'actif net et portera sur :

- des entreprises de taille importante (Larges Caps),
- des entreprises de petite et/ou moyenne capitalisations (Small et Mids Caps) dans la limite de 30 % de l'actif net et,
- des entreprises des pays émergents dans la limite de 30 % de l'actif net dont 10% maximum en actions en direct.
- L'exposition au risque de taux est comprise entre 0 et 100% de l'actif net.
- L'exposition au marché des matières premières (via des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières) est limitée à 15% maximum de l'actif net.

L'exposition au risque de taux via des titres en direct et des OPC est comprise entre 0 et 100% de l'actif net.

Le fonds est investi jusqu'à 100% de l'actif net en parts ou actions d'OPC.

Le fonds sélectionne également des actions et des OPC investis en actions internationales, y compris, ceux spécialisés sur les sociétés de petites et/ou moyennes capitalisations.

Le FCP est exposé au risque de change jusqu'à 100% de l'actif net.

Les stratégies utilisées

La gestion du portefeuille est diversifiée et discrétionnaire selon les anticipations de la société de gestion.

Les stratégies utilisées, visant à réaliser l'objectif de gestion de l'OPCVM, sont principalement les suivantes :

- allocation tactique d'actifs entre actions, obligations, monétaire et devises ;
- allocation actions : géographique ;
- allocation obligataire : choix du degré de risque crédit et allocation géographique ;
- allocation devise : choix du degré de couverture de change.

L'OPCVM bénéficie indirectement des différentes stratégies de gestion mises en œuvre par les OPC dans lesquels il investit.

Devises :

Le FCP peut utiliser en exposition ou en couverture, les devises autres que la devise de valorisation du fonds. Il peut intervenir sur des instruments financiers à terme ferme et conditionnel, sur des marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, dans le but d'exposer le fonds aux devises autres que celles de valorisation ou dans le but de couvrir le fonds contre le risque de change.

Description des catégories d'actifs

- Actions ou parts d'organismes de placement collectifs et de fonds d'investissement :

Le FCP est investi entre 0% et 100% de l'actif net en parts ou actions d'autres OPC dont :

- 0 à 100% en OPC actions
- 0 à 100% en OPC obligataires et monétaires et monétaires court terme
- 0 à 100% en OPC sans classification
- 0 à 100% en OPC indiciels cotés (ETF et FIA indiciels cotés)

Le fonds pourra avoir recours à :

- des OPCVM français ou étranger jusqu'à 100% de son actif net,
- des FIA de droit français ou à des FIA établis dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ou de fonds d'investissement constitués sur le fondement d'un droit étranger à condition de respecter les 4 critères définis par l'article R214-13 du Code monétaire et financier dans la limite maximale de 30% de l'actif net.

Le fonds peut être investi en totalité en parts ou actions d'autres OPC, y compris des OPC gérés par la société de gestion.

- Actions et valeurs assimilées :

Le fonds peut être investi en actions et/ou valeurs assimilées à hauteur maximale de 50% de l'actif net.

La sélection s'effectue sur des titres donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, au capital ou aux droits de votes de sociétés.

Le fonds pourra investir dans des sociétés de toutes tailles de capitalisations. Cependant, l'investissement dans des petites et/ou moyennes capitalisations n'excédera pas 30% maximum de l'actif net.

Le fonds n'a pas vocation à investir plus de 10% de l'actif net dans des pays émergents.

- Titres de créances et instruments du marché monétaire :

Le portefeuille du fonds peut être investi jusqu'à 100% de l'actif net dans des titres de créances et instruments du marché monétaire émis par des émetteurs publics ou supranationaux et assimilés des Etats membres de l'OCDE et/ou de l'Union européenne ou par des émetteurs privés, sans clé de répartition prédéfinie sur tout type de maturité, de devise et sans contrainte de notation.

Les investissements sur des titres de catégorie « Haut Rendement » (dite spéculative) pourront porter sur 100% de l'actif net.

La fourchette de sensibilité du fonds sera comprise entre -10 et +10.

Le fonds pourra notamment investir dans des obligations, des titres de créances négociables ou équivalents étrangers dont maximum 20% de son actif net dans des obligations convertibles.

- Instruments dérivés :

Nature des marchés d'intervention :

- Réglementés
- Organisés
- De gré à gré

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Actions
- Taux
- Crédit
- Change
- Indice (dont indices de matières premières)
- Autres risques : volatilité

Nature des interventions :

- Couverture
- Exposition

Nature des instruments dérivés utilisés :

- Futures sur actions, indices liés aux marchés actions, taux d'intérêts, devises, volatilité et indices de matières premières
- Options sur actions, indices liés aux marchés actions, taux d'intérêts
- Swaps de taux, de change
- Change à terme

Stratégies d'utilisation des instruments dérivés :

Les opérations portant sur les instruments dérivés seront effectuées dans la limite de 100% maximum de l'actif net de l'OPCVM.

Les instruments financiers à terme et/ou conditionnels font partie du processus d'investissement en raison de leur liquidité et de leur rapport coût/efficacité. Leurs sous-jacents relèvent des catégories d'actifs utilisés en direct.

Les futures sur actions/ indices liés aux marchés actions sont utilisés en ajustement de l'exposition actions (exposition ou bien couverture), afin de réaliser l'objectif de gestion.

Les futures sur volatilité sont utilisés dans une optique de couverture ou d'exposition au niveau de la volatilité implicite des principaux indices des marchés actions en permettant de tirer profit d'une hausse/baisse du niveau absolu de l'indice de volatilité.

Les options sur actions/ indices liés aux marchés actions sont utilisées en ajustement de l'exposition actions, en couverture d'un risque action (par exemple élimination de la composante action d'une obligation convertible) ou en couverture du risque crédit (par exemple en exploitant la corrélation entre la variation des indices boursiers et celle des spreads de crédit).

Les options sur actions/ indices liés aux marchés actions permettent aussi de tirer profit d'une hausse/baisse de la volatilité.

Enfin, les options sur actions/ indices liés aux marchés actions ouvrent la possibilité de stratégies de gestion dites « asymétriques », dans lesquelles les gains potentiels peuvent être illimités pour des pertes potentielles strictement limitées, ou inversement.

Les futures sur taux d'intérêts (contrats à terme) sont utilisés en achat ou vente comme substituts, peu onéreux et liquides, aux titres vifs pour ajuster l'exposition globale du portefeuille au risque de taux.

Les futures sur devises, contrats à terme liés aux marchés des changes, sont utilisés en achat ou vente comme substituts, peu onéreux et liquides, aux devises. Ils permettent d'ajuster l'exposition devises (ou en couverture) afin de réaliser l'objectif de gestion.

Les futures sur indices de matières premières sont utilisés afin d'ajuster l'exposition globale du portefeuille au risque matières premières dans une limite de 15% maximum de l'actif net. Les indices de matières premières auxquels le fonds aura recours seront constitués de différentes matières premières. Le fonds peut investir sur :

- des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières respectant la règle de diversification de l'indice des 20%/35% ;
- des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières ne respectant pas la règle des 20%/35% en respectant les règles de division des risques des 5%/10%/40%.

Les options sur taux d'intérêts permettent de tirer profit d'une hausse/baisse de la volatilité et/ou d'ajuster l'exposition globale du portefeuille au risque de taux.

Les swaps de taux peuvent être utilisés comme substituts aux titres vifs pour exposer ou couvrir le portefeuille face à l'évolution des taux d'intérêts lorsqu'ils se révèlent plus intéressants financièrement que ces derniers. Ils peuvent aussi permettre de passer d'une obligation à taux variable à une obligation à taux fixe (ou réciproquement) en fonction des anticipations de taux du gérant, tout en conservant le spread de crédit offert par l'émetteur de l'obligation.

Les swaps de change sont utilisés pour couvrir ou exposer le risque de change d'une obligation en devise (par exemple quand pour un émetteur donné et une maturité donnée, les obligations de cet émetteur offrent un meilleur rendement en devise swapée en euro que directement en euro).

Le change à terme est utilisé en couverture/exposition à une devise.

Le risque de taux des instruments mentionnés ci-dessus est pris en compte dans la fourchette de sensibilité autorisée.

Le risque actions de ces instruments est pris en compte dans la fourchette autorisée d'exposition aux marchés actions.

- Titres intégrant des dérivés :

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Actions
- Change
- Indice (dont indices de matières premières)

Nature des interventions :

- Couverture
- Exposition

Nature des instruments utilisés :

- Obligations à option de remboursement anticipé au gré de l'émetteur ou du porteur (obligations callables/puttables)
- Bons de souscription de titres financiers
- Warrants
- Autres titres de capital ou de créance comportant un contrat financier (y compris les contrats à terme sur indices de matières premières)

Stratégie d'utilisation des titres intégrant des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

L'OPCVM pourra avoir recours sur des marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, à titre accessoire, à des titres intégrant des dérivés dont des obligations convertibles ou des certificats ayant pour sous-jacent des indices de contrat à terme sur matières premières à hauteur maximale de 40% de l'actif net dans un esprit d'optimisation de la performance. Ces instruments dérivés seront utilisés dans un but de couverture et/ou d'exposition sur des risques actions ou/et change et/ou matières premières.

Le fonds peut avoir recours à des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières dans la limite maximale de 15% de l'actif net. Les indices de matières premières auxquels le fonds aura recours seront constitués de différentes matières premières.

Le fonds peut investir sur :

- des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières respectant la règle de diversification de l'indice des 20%/35% ;
- des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières ne respectant pas la règle des 20%/35% en respectant les règles de division des risques des 5%/10%/40%.

- Emprunts d'espèces :

Dans l'objectif d'un investissement en anticipation de hausse des marchés ou de façon plus temporaire dans le cadre de rachats importants, l'équipe de gestion peut effectuer des emprunts d'espèces dans la limite de 10% de l'actif net.

- Dépôts :

Les dépôts effectués auprès d'un établissement de crédit dont le siège est établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'Espace Economique Européen dont le terme est inférieur à 12 mois peuvent être utilisés afin de rémunérer de la trésorerie dans la limite maximale de 10% de l'actif net.

- Liquidités :

Afin de répondre à l'objectif de gestion, l'OPC peut détenir des liquidités dans la limite de 10% maximum de l'actif net. Toutefois, lorsque des conditions exceptionnelles sur le marché le justifient, l'OPC peut porter cette limite à 20% sans que ces liquidités cumulées avec l'exposition aux éléments mentionnés au III de l'article R.214-21 et de l'article R.214-32-29 du code monétaire et financier ne dépassent 30% de l'actif net.

- Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres :

L'OPC pourra mettre en oeuvre les techniques de cessions ou d'acquisitions temporaires d'instruments financiers.

Celles-ci consisteront en des prêts/emprunts de titres et/ou mises/prises en pension d'actions et/ou valeurs assimilées ou produits de taux (titres de créances et instruments du marché monétaire) dans la limite maximale de 100% de son actif net avec la faculté de rappeler le montant total en espèces pour les opérations de prise en pension contre espèces à tout moment ou de mettre fin à l'opération qu'il a contractée.

La proportion attendue d'actifs sous gestion qui fera l'objet d'opérations d'acquisition et/ou de cession temporaires de titres pourra représenter 10% de l'actif.

Les opérations éventuelles d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres seront toutes réalisées dans des conditions de marché et dans les limites réglementaires. Ces opérations sont réalisées dans un but de gestion de trésorerie et/ou d'optimisation des revenus de l'OPC.

Les contreparties de ces opérations seront des établissements de crédit, de notation minimale "Investment Grade" et dont le siège social est situé dans un pays membre de l'OCDE. Elles seront sélectionnées par un comité de sélection des contreparties selon des critères définis par la société de gestion. Des informations complémentaires sur la rémunération figurent dans le paragraphe relatif aux frais et commissions.

Les actifs reçus par l'OPC dans le cadre des opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres seront conservés par le dépositaire du fonds.

Les actifs reçus par l'OPC dans le cadre des techniques de gestion efficace sont considérés comme des garanties financières.

- Informations sur les garanties financières :

Dans le cadre de la réalisation des transactions sur instruments dérivés de gré à gré et les opérations d'acquisition / cession temporaires des titres, l'OPCVM peut recevoir des actifs financiers considérés comme des garanties et ayant pour but de réduire son exposition au risque de contrepartie.

Il n'y a pas de politique de corrélation dans la mesure où l'OPC recevra uniquement des espèces en garantie financière (collatéral).

A cet égard, toute garantie financière reçue respectera les éléments suivants :

Les garanties financières reçues en espèces seront :

- placées en dépôt auprès d'entités éligibles,
- investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
- utilisées dans une prise en pension livrée ;
- investies dans des organismes de placement collectif (OPC) Monétaire

Les risques associés aux réinvestissements des espèces dépendent du type d'actifs ou du type d'opérations et peuvent consister en des risques de liquidité ou des risques de contrepartie.

- Niveau d'utilisation maximum des différents instruments :

L'exposition globale en titres vifs, parts ou actions d'OPC ainsi qu'en instruments financiers à terme pourra porter sur 200% de l'actif net (soit jusqu'à 100 % de l'actif net en titres vifs et parts ou actions d'OPC et jusqu'à 100 % de l'actif net en instruments dérivés) dans le respect des limites des catégories d'exposition prédéfinies. Cette limite d'engagement prend en compte, le cas échéant, les instruments intégrant des dérivés.

Profil de risque : Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés.

Les risques auxquels s'exposent les investisseurs en souscrivant les parts du FCP sont les suivants :

- Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion appliqué au fonds repose sur la sélection de valeurs. Il existe donc un risque que les valeurs sélectionnées ne soient pas les plus performantes. La performance du fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion. La valeur liquidative du fonds peut en outre avoir une performance négative.

- Risque de perte en capital :

Le fonds ne bénéficie d'aucune garantie, ni protection. Il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

- Risque actions :

Il correspond au risque lié aux variations des marchés actions qui peuvent avoir un impact négatif sur l'évolution de la valeur liquidative du fonds en cas de baisse des marchés actions.

- Risque de taux :

Il correspond au risque lié à une remontée des taux d'intérêt ayant pour conséquence une baisse des cours des titres de créance et/ou des instruments du marché monétaire pouvant ainsi entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

- Risque de crédit :

Il correspond au risque pouvant résulter du défaut ou de la dégradation de la qualité de crédit d'un émetteur d'instruments de taux. La valeur des instruments de taux peut baisser et entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

- Risque de change :

Il correspond au risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du fonds qui est l'Euro. Ce risque sera représenté par la part du portefeuille non investie en Euro. La fluctuation des devises par rapport à l'Euro peut avoir une influence négative sur la valeur liquidative du fonds (dans le cas où l'exposition à ces devises n'est pas couverte).

- Risque lié à des investissements dans des pays émergents :

Il correspond au risque lié aux investissements en titres et/ou devises des pays émergents qui se caractérisent par un cours plus volatil et une liquidité des titres plus réduite. Ces marchés peuvent présenter par ailleurs des risques particuliers dus à des conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés pouvant s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

- Risque lié à l'investissement dans des petites et/ou moyennes capitalisations :

Il correspond au risque lié à des investissements en actions de sociétés de petites et/ou moyennes capitalisations dont le cours peut être plus volatil et la liquidité des titres plus réduite que ceux de sociétés de grande capitalisation, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

- Risque lié à l'investissement dans des instruments dérivés et/ou titres intégrant des dérivés :

Le fonds peut avoir recours à des instruments dérivés et/ou à des titres intégrant des dérivés. L'utilisation de ces instruments en cas de stratégie d'exposition dans un marché baissier ou de stratégie de couverture dans un marché haussier peut entraîner un impact négatif sur la valeur liquidative du fonds

- Risque de contrepartie :

Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds.

- Risque lié aux matières premières :

Le fonds peut être exposé à travers ses sous-jacents au marché des matières premières. Les matières premières peuvent avoir une évolution significativement différente des marchés de valeurs mobilières traditionnelles. Une évolution défavorable des marchés de matières premières pourra faire baisser la valeur liquidative du fonds en raison de son exposition indirecte aux matières premières.

- Risque de durabilité :

Tout évènement ou toute situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir un impact négatif réel ou potentiel sur la valeur de l'investissement. La survenance d'un tel évènement ou d'une telle situation peut également conduire à l'exclusion des titres de certains émetteurs de l'univers d'investissement. Plus précisément, les effets négatifs des risques de durabilité peuvent affecter les émetteurs via une série de mécanismes (une baisse des revenus ; des coûts plus élevés ; des dommages ou une dépréciation de la valeur des actifs...). En raison de la nature des risques de durabilité et de sujets spécifiques tels que le changement climatique, la probabilité que les risques de durabilité aient un impact sur les rendements des produits financiers est susceptible d'augmenter à plus long terme.

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

Part « A » : Tous souscripteurs, peut être support de contrats assurance vie

Part « I » : Personnes morales et/ou OPC

L'orientation de placement correspond aux besoins de personnes qui recherchent une valorisation dynamique du capital, et qui acceptent de s'exposer à un risque action important.

La durée recommandée de ce placement est au minimum de 5 ans.

Cet OPCVM ne peut être offert, vendu, commercialisé ou transféré aux Etats-Unis (y compris ses territoires et possessions) ni bénéficier directement ou indirectement à une personne physique ou morale américaine, à des citoyens américains ou à une « US Person » au sens du dispositif FATCA de 2010.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle du porteur qui, pour la déterminer, doit prendre en compte son patrimoine personnel, ses besoins actuels et la durée de placement recommandée ainsi que son aversion au risque. Il est recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPCVM.

Régime fiscal : L'OPCVM n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés en France. Le principe de la transparence fiscale s'applique au porteur.

La fiscalité du porteur dépend de la qualité de résident ou non résident de la personne morale ou physique.

Les revenus distribués sont soumis à l'impôt sur les revenus pour les personnes physiques résidentes, sauf cas particulier de prélèvement libératoire ou à l'impôt sur les sociétés pour les personnes morales.

Les plus-values de cession de valeurs mobilières réalisées par une personne physique ne sont taxées que si le montant annuel des cessions par foyer fiscal excède le seuil fixé annuellement par la loi de finances. Les plus-values latentes dégagées par les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés, sont à intégrer dans le résultat imposable selon les modalités fiscales applicables à leur catégorie.

Les dividendes reçus par un porteur non-résident sont soumis à la retenue à la source sous réserve de l'existence d'une convention fiscale avec le pays du porteur de part.

D'une manière générale, les porteurs de parts du Fonds sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal.
Cet OPCVM peut servir de support aux contrats d'assurance vie.

Pour plus de détails, le prospectus est disponible sur simple demande auprès de la société de gestion.

- La valeur liquidative est disponible auprès de Covéa Finance et sur le site www.covea-finance.fr.
- Le prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques sont adressés gratuitement dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur adressée à : Covéa Finance, 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris.
Courriel : communication@covea-finance.fr
- Date de création de l'OPCVM : 28 avril 2014.

rapport d'activité

Environnement Economique

En 2022, la dissipation progressive du risque sanitaire dans la plupart des économies (à l'exception notable de la Chine) a laissé place à d'autres périls. L'escalade des tensions géopolitiques s'est matérialisée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Un événement qui a mis en lumière la polarisation du monde, accentué les incertitudes géopolitiques et creusé les déséquilibres économiques causés par la crise sanitaire. La hausse des prix de l'énergie et des matières premières ainsi que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement ont entraîné une très forte accélération des prix. Les pressions inflationnistes domestiques ont progressivement pris le relais des pressions extérieures, amenant à un large resserrement des politiques monétaires de la plupart des grandes banques centrales tout au long de l'année. Restriction monétaire et hausse des prix se sont toutefois répercutées sur la demande au deuxième semestre 2022. Le ralentissement économique, couplé à un moindre accès à la liquidité, fait peser un risque financier de plus en plus tangible sur les passifs accumulés avant et pendant la crise sanitaire par les acteurs publics et privés. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié contre dollar de 5,8% et termine à 1,066 dollars pour un euro. Le prix du baril de pétrole Brent augmente de 10,45% et termine l'année à 85,91 dollars.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale (Fed) a entamé un nouveau cycle de resserrement monétaire face aux tensions inflationnistes. La hausse des prix s'est intensifiée sous l'effet de la persistance des déséquilibres entre offre et demande, et l'inflation a atteint un pic à 9,1% au mois de juin. La consommation s'est maintenue, en large partie du fait du surplus d'épargne après les soutiens budgétaires exceptionnels en 2020. Néanmoins, le nouveau contexte inflationniste pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et érode ce surplus d'épargne. Du côté du marché du travail, la demande de main d'œuvre est restée forte tout au long de l'année, et a conduit à une croissance des salaires, qui ne montre pas de signes de ralentissement pour le moment. Dans ce contexte, la Fed a procédé à une hausse rapide de ses taux directeurs, avec 425 points de base de hausse sur l'année. Le mouvement de resserrement devrait se poursuivre. Les prévisions individuelles des membres du Comité de politique monétaire (FOMC) durant la réunion de décembre indiquent en effet que le taux directeur pourrait être porté à [5,00 ; 5,25%] d'ici la fin d'année 2023, soit une augmentation de 50 pb par rapport à la trajectoire présentée en septembre dans le précédent jeu de prévisions. Ce resserrement des conditions de financement a fortement pénalisé le secteur immobilier américain. Sur le plan budgétaire, les sénateurs ont adopté le plan de l'administration Biden intitulé « Inflation Reduction Act » qui vise à diminuer l'impact de la hausse des prix et permettre une réduction du déficit public d'environ 300 Mds\$ à horizon 10 ans. Enfin, les élections de mi-mandat au mois de novembre ont permis aux républicains de reprendre la majorité à la Chambre des Représentants alors que les démocrates ont conservé la majorité au Sénat. Cette nouvelle configuration laisse présager un statu quo législatif pour la fin du mandat du président Biden, chaque camp neutralisant les projets de l'autre.

Au Royaume-Uni, les perturbations politiques se sont ajoutées au ralentissement économique. Arrivée au pouvoir durant l'été 2022, à la suite de la démission de Boris Johnson, Liz Truss a connu le plus court mandat de l'histoire britannique au poste de Premier ministre. L'annonce de sa politique budgétaire a entraîné des tensions sur les taux souverains et sur la livre britannique. La Banque d'Angleterre est intervenue afin de mettre fin à ce début de panique financière en achetant, sur une très courte période, des titres souverains. Ces événements ont conduit à la démission de L. Truss, remplacée par Rishi Sunak. En parallèle, les difficultés économiques se sont accumulées, particulièrement pour les ménages qui ont vu leur pouvoir d'achat reculer fortement en raison de l'inflation. Dans ce contexte, la Banque d'Angleterre a procédé à plusieurs hausses de son taux directeur, et a souligné lors de sa dernière réunion que le marché du travail reste tendu et que les pressions inflationnistes sont de plus en plus alimentées par des facteurs domestiques, ce qui justifie la poursuite du durcissement de la politique monétaire.

En Zone euro, le conflit en Ukraine a mis en lumière la dépendance énergétique des pays européens. Le contexte géopolitique ainsi que la volonté européenne de réduire les importations d'énergie russe ont conduit à une envolée des prix de l'énergie. Les tensions inflationnistes se sont peu à peu diffusées à l'ensemble de l'économie, et la Zone euro a connu une inflation record de 10,6% au mois d'octobre. Le choc énergétique, conjugué aux fortes incertitudes liées au conflit, ont conduit à une modération de l'activité économique et à une dégradation des indicateurs d'enquête, particulièrement marquée en Allemagne. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne a emboîté le pas à ses homologues et a procédé à plusieurs hausses de ses taux directeurs à partir de l'été 2022. Le cycle de resserrement devrait se poursuivre au moins au premier semestre 2023. Du côté budgétaire, de nombreux gouvernements ont annoncé des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises face à la hausse des prix de l'énergie. Par ailleurs, les pays membres de l'Union européenne se sont accordés sur un certain nombre de mesures pour réduire leur dépendance à l'énergie russe et limiter la hausse des coûts énergétiques, notamment des achats groupés de gaz et l'instauration d'un prix plafond sur le gaz à 180€/MWh. Du côté politique, l'année a été marquée par l'arrivée au pouvoir en Italie du parti eurosceptique « Frère d'Italie », mené par Georgia Meloni.

En Chine, l'activité économique a souffert de la politique sanitaire « zéro-covid » du gouvernement. Les restrictions liées aux différentes vagues épidémiques en 2022 ont entravé à la fois la demande interne mais également la capacité à produire. Les autorités ont toutefois décidé d'abandonner cette politique sanitaire en fin d'année, mais la forte montée des contaminations qui en résulte ne devrait pas permettre la normalisation de l'activité à court terme. En parallèle, le secteur immobilier chinois a poursuivi sa dégradation, malgré les soutiens gouvernementaux.

Au Japon, la politique monétaire est restée à contre-courant des autres grandes économies développées. Ce différentiel de politique monétaire s'est traduit par une forte dépréciation du yen qui a amené les autorités à intervenir sur le marché des changes. Néanmoins, la Banque du Japon a surpris durant sa dernière réunion de l'année, en annonçant un assouplissement de sa politique de contrôle de la courbe des taux, en faisant passer la fourchette de fluctuation des taux sur les obligations souveraines à 10 ans de $\pm 0,25$ pt autour de 0% à $\pm 0,5$ pt autour de 0%. Du côté de l'activité, l'économie peine à retrouver son niveau d'avant crise mais a montré des signes de redressement sur les derniers mois de l'année.

Sources des données: Refinitiv, Bloomberg, US Bureau of Labor Statistics, US Bureau of Economic Analysis, Eurostat, BCE, S&P Global, Statistics Bureau of Japan, Japan Cabinet Office, National Bureau of Statistics of China.

Présentation de la gestion réalisée sur les actions

Europe

Performances OPC

En 2022, la performance de COVEA PATRIMOINE a été de -5,23 % pour la part AC, de -4,28 % pour la part IC.

La performance obtenue sur la période ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC.

Le risque global de l'OPC est mesuré par la méthode de calcul de l'engagement.

Présentation de la gestion réalisée sur la Multigestion

Marchés Financiers

Sur le plan des performances, des différents types d'actifs à l'échelon international, l'exercice 2022 contraste avec le très bon millésime précédent : même si les indices globaux de matières premières parviennent à maintenir leur tendance positive, la plupart des autres actifs risqués corrigent sensiblement.

En effet, actions et d'obligations reculent nettement, dans des proportions relativement similaires, tout en étant inhabituellement corrélés. Dans le même temps, les investisseurs se réfugient sur les liquidités, qui deviennent de mieux en mieux rémunérés, d'autant plus exprimées en USD. La tendance de cette devise favorise la résistance des cours de l'or exprimé en euros. Ce métal prend sa revanche sur les nombreuses cryptomonnaies qui s'effondrent, notamment dans le sillage de la faillite du courtier spécialisé FTX.

Reflète d'une forte agitation et de pics de volatilité, les indices mondiaux d'actions suivent en termes graphiques une sinusoïde descendante : ils passent par des creux qui laissent presque craindre l'entrée en marchés durablement baissiers - comme en juin et septembre -, et lorsqu'ils se ressaisissent, plafonnent - comme en août - à des niveaux pas toujours si éloignés de ceux de début d'année. En revanche, l'évolution baissière des marchés obligataires se déploie de manière plus linéaire.

Sur le plan géographique, les seuls indices d'actions significatifs, qui parviennent à afficher une performance positive, se situent en Amérique latine (Argentine, Chili et Brésil), en Asie (Thaïlande, Indonésie, Inde et Singapour) ou en Europe (Royaume Uni, Portugal, Norvège et Grèce). La Turquie connaît aussi un puissant retour de flammes. Par ailleurs, les indices d'actions japonaises et européens limitent leur retrait, alors que les Chinois et Américains dévissent sévèrement, d'autant plus s'agissant du Nasdaq (-28,9%), à forte composantes valeurs technologiques.

En fait, la hiérarchie de performance géographique des indices actions dérive en grande partie cette année, de leur structure sectorielle : présence des valeurs énergétiques et de défense, poids des valeurs endettées et degré de sensibilité de leurs composantes aux variations des taux longs en fonction de leur durée ; ce dernier facteur contribue fortement aux rotations sectorielles et de styles, à la réduction générale des coefficients de capitalisation observée et au plongeon de nombreuses valeurs de croissance.

De fait, cette orientation des valeurs mobilières dérive du retournement du cycle des taux, initié par les principales banques centrales – hors celle du Japon -, dans l'optique de refroidir des économies en surchauffe, au sortir de la crise covid, sans craindre d'installer au final la récession. Elle vient aussi du contexte géopolitique dégradé (invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février, tensions sino-américaines accentuées, accompagnées de menaces de guerres atomiques), et sanitaire en Chine. En effet, les institutions prises de vitesse se donnent pour objectif de combattre, prioritairement et à marche forcée (à partir de mi-mars, la FED cumule pour prendre cet exemple une hausse de ses taux directeurs de 4,25%), une flambée inflationniste, pas connue depuis une quarantaine d'années, et visiblement pas anticipée par elles ; pratiquement, ces autorités monétaires impactent la partie courte et longue de leur courbe de taux, en relevant leurs taux directeurs et en réduisant leur taille de bilan.

Cette poussée inflationniste vient initialement de déséquilibres conjoncturels, déjà connus en 2021 - entre offres (désorganisations logistiques et déficits de main d'œuvre post covid, pénuries de matières premières et de composants électroniques) et demandes (consommations renouées post covid, déficits budgétaires massifs, créations monétaires) selon les zones - qui s'ajoutent à des déséquilibres structurels entre offres (démographie impactant le marché du travail, investissements miniers jugés insuffisants), et demandes (plans massifs de relocalisations ou de transitions énergétiques). La hausse des prix trouve son second souffle, au travers de l'entrée en guerre de la Russie avec l'Ukraine, car elle se traduit en autres par une profonde crise énergétique digne des années 1970 (flambée du prix du gaz) en Europe, qui propulse le prix des hydrocarbures dans le monde en première partie d'année, et à la relance des budgets militaires ; s'ajoute en Chine, la paralysie quasi continue d'activités, étant donné l'échec de la politique autoritaire zéro-covid-19.

Tout au long de l'année, la volatilité des valeurs mobilières se nourrit en particulier de l'incertitude de la majorité des investisseurs face aux modalités d'application de la hausse des taux par les principales banques centrales (rythme de progression et plafonds objectifs in fine de leurs taux directeurs) et aux effets tangibles de leur politique sur l'économie: la lecture des données macro-statistiques par les opérateurs de marchés se révèle d'autant plus complexe, qu'il existe de traditionnels effets retards des hausse de taux sur l'économie, et d'impacts différenciés fonction de l'origine de l'inflation. Parallèlement, l'impact de la variation de taux des banques centrales se trouve quasi direct sur les marchés, comme ceux des changes par exemple, comme le démontre le renforcement de l'USD, dès lors que la FED prend de l'avance par rapport aux autres banques centrales - en l'occurrence la première annonce de la BCE n'intervient que quatre mois après elle, en juillet – ; ce qui ne manque pas de ralentir les prix des importations américaines.

Dans ce cadre, la majorité des investisseurs accueillent favorablement des signaux de ralentissement économique même modéré, alors qu'au contraire, toute variation jugée un peu excessive, leur fait craindre le pire scénario de stagflation.

Néanmoins, face à ses vents contraires, les marchés ont pu compter tout au long de l'exercice sur un solide soutien micro-économique : de nombreuses entreprises réussissent à transmettre la hausse de leurs coûts à leurs clients.

Recul sévère des bourses mondiales au cours du premier semestre :

Au cours de cette période, la qualité des publications et perspectives d'entreprises ne suffit pas à contrecarrer les puissants vents contraires qui pèsent sur l'orientation des bourses. En guise d'illustration, le S&P 500 enregistre sa plus mauvaise performance semestrielle des 52 dernières années. Le sentiment des investisseurs se détériore au fur et à mesure qu'ils anticipent et constatent les nouvelles conditions monétaires engagées par les principales banques centrales, face aux pressions inflationnistes.

L'avance prise par la FED dans son cycle de relèvement de taux par rapport aux autres banques centrales facilite l'appréciation de l'USD face aux principales devises : il s'approche de la parité avec l'euro, tandis que le yen japonais poursuit sa chute jusqu'à atteindre un plus bas depuis 1998.

Dès les premiers jours de janvier, la FED laisse entendre son intention de contrer plus rapidement qu'anticipé les pressions inflationnistes inhabituelles qui ressortent des statistiques, au travers des mesures suivantes : arrêt de ses achats d'actifs en mars, augmentations répétées de ses taux directeurs et réduction de son bilan en juillet sont annoncés ou anticipés par les investisseurs. Cette perspective commence à alimenter la hausse des courbes de taux.

Progression de la hausse des prix et des taux trouvent une nouvelle dynamique, avec les troubles, qui se transforment en guerre le 24 février entre la Russie et l'Ukraine. Cette confrontation se traduit en Europe par de nouvelles perturbations d'approvisionnements, tant alimentaires, qu'industrielles et énergétiques : le prix des hydrocarbures et de l'électricité flambe, notamment du fait de la dépendance allemande aux ressources russes.

En conséquence, les marchés obligataires consolident lourdement en mars, face à l'apparition de pressions inflationnistes, hors normes, en quarante années. Les marchés d'actions occidentaux font preuve de résilience, grâce à des statistiques macroéconomiques de bonne facture, et à leur perception favorable, du premier relèvement de taux monétaire qu'effectue la FED depuis 2008 ; en revanche, avec la mise en place d'un embargo occidental sur le pétrole russe, qui propulse le brent jusqu'à 140 USD, des marchés d'actions des pays émergents, les plus dépendants aux importations de matières premières reculent ; comme en Chine, qui confine à nouveau. Néanmoins, une détente passagère sur le prix du pétrole intervient à l'annonce de la mise sur le marché d'une partie du stock stratégique américain.

Jusqu'à fin juin, les marchés restent mal orientés, même avec le maintien, dans l'ensemble de bonnes publications des sociétés ; la nervosité reste palpable, car des titres soient lourdement sanctionnés, au moindre ralentissement de leur dynamique d'activité.

Le conflit russo-ukrainien participe aux désorganisations persistantes de chaînes d'approvisionnements et à l'élévation du prix des matières premières. De plus, prévisions du FMI et macro statistiques laissent craindre un ralentissement économique plus élevé qu'attendu ; dans ce contexte la crainte de stagflation s'installe : les courbes de taux s'élèvent et se pentifient rapidement, tandis que les investisseurs craignent une sur réaction de la politique monétaire de la FED.

Cette dernière relève pour la première fois depuis 2000 ses taux de 50 points de base, début mai, ce qui accentue la tendance très haussière de l'USD observée depuis le début de l'année ; parallèlement, les statistiques chinoises traduisent l'impact des confinements stricts. Les marchés d'actions internationaux limitent leur retrait alors que le sentiment des investisseurs vire à la peur d'une récession.

La chute des marchés devient brutale ; ceux d'actions internationales atteignent leur point bas annuel. Pour contrer l'inflation, la BCE communique en effet sur une hausse de ses taux de 0,25% prévue le mois suivant et une autre possible de 0,5% à la rentrée. Dans son sillage, la FED relève cette fois ces taux de 75 points de base. Les opérateurs de marchés craignent une récession généralisée. Dans le même temps, le prix du gaz sur la référence européenne juin se hausse de 50%.

Au second semestre, la hausse des taux se poursuit mais n'entrave pas complètement la progression des marchés d'actions :

En début d'été, la BCE réalise comme annoncé sa première augmentation de taux directeur depuis 2011, ce qui pèse sur les taux longs ; ce qui facilite l'atteinte par l'euro de la parité avec l'USD, pour la première fois depuis 20 ans. Un rebond des actions internationales s'enclenche jusqu'à mi-août grâce aussi à la bonne dynamique des résultats déclarés et attendus des entreprises.

Le retournement des bourses vient de nouvelles statistiques qui traduisent un ralentissement économique et du net recul des actions chinoises, pénalisées par la poursuite de la politique interne zéro covid. BCE et FED augmentent de 75 points de base leurs taux directeurs : la baisse s'accélère jusqu'à fin septembre, car la majorité des investisseurs craint une entrée brutale de l'économie mondiale en récession ; ce que traduit par exemple la plus forte inversion de courbe de taux américaine, depuis 40 ans. En Europe, la crise énergétique s'avive avec le sabotage des réseaux Nord Stream 1 et 2, qui prive l'Allemagne de gaz russe, et en Asie, la décision des autorités chinoises de confiner cette fois Shenzhen contre la Covid. Ce qui n'empêche pas BCE et FED de relever leur taux directeur de 0.75% le 8 et le 21 du mois.

Rebond des actions jusqu'à fin novembre et consolidation des obligations.

Les marchés d'actions occidentaux parviennent à enrayer leur recul et bénéficient de deux forces motrices pour se relancer : l'espérance d'un infléchissement de la politique de hausse des taux engagée par les principales banques centrales, au vu de statistiques traduisant un ralentissement économique ; ainsi que la qualité des publications trimestrielles et des perspectives d'entreprises. A cette occasion, le Dow Jones grimpe de 14,3%, sa plus forte hausse mensuelle en 46 ans.

Sur fond de moindre volatilité, les bourses mondiales progressent sensiblement en novembre. Statistiques d'activité et d'inflation, discours et décisions officiels exaucent en effet, deux principales attentes de la majorité des investisseurs : le ralentissement des économies, du brutal retournement du marché immobilier américain, et de l'inflation de part et d'autre de l'Atlantique induisant une modération attendue du rythme de progression des taux de la FED (portés à 4,5%) et de la BCE (son taux de dépôt atteint 2%) ; ainsi qu'un allègement de la politique zéro covid en Chine. A noter l'effritement du prix du pétrole, malgré la revalorisation de l'USD, du fait notamment d'un début d'hiver plus doux en Europe.

Les principales bourses reculent continument à travers le monde, en décembre, sur fond de hausse des taux longs. Au vu de statistiques contradictoires, FED et BCE limitent le relèvement de leur taux à 50 points de base, en milieu de mois. Néanmoins, les deux banques centrales communiquent sur la durabilité de leur politique restrictive pour contrer l'inflation. L'incertitude gagne alors la majorité des investisseurs sur l'intensité de la récession qui en résultera. Parallèlement, le net desserrement de la politique zéro covid en Chine, laisse craindre un regain d'inflation, notamment via le prix des matières premières. A noter le renforcement de l'euro vis-à-vis de l'USD.

Politique de gestion

Entre le début et la fin de l'année 2022, le poids des actions augmente dans le portefeuille de Covéa Patrimoine, passant d'environ 18,5% à 25%. Nous modulons l'exposition actions essentiellement au travers des valeurs européennes.

En parallèle, nous relevons le poids des actions américaines, qui passe au cours de l'exercice de -0,4% du fait de vente de futures, à 0%.

Parmi les actions des pays émergents, nous continuons à privilégier les valeurs asiatiques du Pacifique hors Japon. Le poids de celles-ci passe de 2,3% à 2,5%

L'exposition aux convertibles passe de 3,4% à 3,6% du portefeuille.

L'exposition obligataire, qui se partage entre des fonds de titres souverains et de crédit, dont certains internationaux, augmente de 21,5% à 34%.

Nous réduisons les positions en fonds de performance absolue, qui atteignaient 10,1% en début d'exercice, pour tendre au final vers 7,3%.

Entre le début et la fin de l'année, nous réduisons le poids des liquidités qui passe de 46,5% à 30,1%.

La complexité de gestion de cette année vient de la difficulté à diversifier les actifs, étant donné leur corrélation inhabituelle : leur valorisation est guidée pour beaucoup par la hausse des taux longs et les anticipations portant sur la politique des banques centrales pour juguler l'inflation.

L'évolution des marchés d'actions européennes ressemble aux multiples « rebonds d'une balle, descendant le long des escaliers ».

Nous distinguons cinq phases :

Une baisse jusqu'au 8/3, suivi d'un rebond jusqu'au 29/3.

Recul jusqu'au 9/5, suivi d'un rebond jusqu'au 30/5.

Une baisse jusqu'au 5/7, suivi d'un rebond jusqu'au 16/8.

Recul jusqu'au 29/9, suivi d'un rebond jusqu'au 30/11.

Décembre signe une dernière baisse.

Pour tirer parti de cette volatilité, nous effectuons entre autres plus de 400 opérations d'arbitrages sur les actions en direct.

Jusqu'au 8 mars, la baisse des actions ressort plus forte que celle des obligations.

En effet, les valeurs européennes reculent car elles affrontent une forte progression des taux, partiellement alimentée par la volonté de la FED de contrecarrer des pressions inflationnistes inédites depuis 40 ans, de l'autre côté de l'Atlantique. Les hausses de rendement monétaires et obligataires s'accroissent aussi sur le continent européen, du fait des hausses de prix résultant des perturbations d'approvisionnements, notamment énergétiques, inhérentes au conflit entre l'Ukraine et la Russie.

L'année débute avec une exposition actions proche de 18,5%.

Tout début janvier, pour satisfaire des rachats nets de 30 M€, nous cédon des parts de fonds dans toutes les classes d'actifs : nous vendons en effet des parts de quinze fonds de performance absolue, dont Hélium, HSBC Multi Asset Style Factors et Lyxor Tiedemann Arbitrage Strategy. Les principaux allégements obligataires portent sur Covéa Moyen Terme, Covéa Euro Spread, et Covéa Euro Souverain. En matière d'actions, nous réduisons en particulier les lignes des fonds Covéa Actions France et de Covéa Actions Europe Opportunités.

Fin janvier, pour répondre à des rachats nets de 17,9 M€, nous vendons à nouveau des parts de fonds dans toutes les classes d'actifs : nous cédon en effet des parts de dix neuf fonds de performance absolue, parmi lesquels : HSBC Multi Asset Style Factors, Hélium, Lyxor Tiedemann Arbitrage Strategy et AGIF-Allianz Volatility Strategy. Les principales ventes obligataires portent sur Covéa Haut Rendement et Covéa Euro Souverain. Au niveau des actions, nous négocions des titres en direct Rentokil et Huhtamaki. Nous réduisons aussi les lignes des fonds Covéa Actions Croissance et Covéa Actions Europe Opportunités.

S'agissant des dérivés obligataires, nous achetons à deux reprises 1% de futures Bund, au niveau de -0,16% et de -0,02% sur le Bund 10 ans. Le cumul des opérations sur dérivés actions ajoute l'équivalent de +3,2% d'expositions nettes en futures DJ EuroStoxx50.

La montée des tensions entre la Russie et l'Ukraine, et au final l'invasion de ce dernier pays nous conduit à augmenter les liquidités en février. Nous écrêtons à cet effet dix huit fonds de performance absolue, dont Lyxor Tiedemann Arbitrage Strategy, Helium et Candriam Long Short Credit.

Sur les dérivés au cours de ce mois-là, nous exploitons la forte volatilité obligataire et opérons cette fois entre +0,08% et +0,32% sur le Bund 10 ans. La somme cumulée des opérations représente l'équivalent de 2 points supplémentaires en futures Bund. De la même manière, nous tirons parti des fortes variations de l'indice actions DJ Eurostoxx 50, entre 3796 et 4246 points. Les nombreuses interventions en futures de cet indice correspondent à l'ajout de 10 points d'exposition actions.

Fin février, l'exposition actions de votre fonds termine à 28,9%.

Au cours des huit premiers jours de mars, nous mettons à profit la volatilité obligataire, au travers d'opérations d'allers-retours, sur des futures Bund entre -0,08% et +0,11% sur le 10 ans Bund. La somme cumulée des opérations représente l'équivalent de -2 points en futures Bund.

Sur les actions, nous tirons parti de la désaffection des valeurs britanniques par la majorité des investisseurs pour acquérir 1,6M€ de Covéa Sélection UK.

: nous arbitrons partiellement, Covéa Actions France et Covéa Actions Euro en faveur de. Par ailleurs nous ajoutons 8 points d'expositions actions en acquérant des futures DJ EuroStoxx 50 sur son niveau de 3796 points.

Du 8 mars au 29 mars, les marchés de valeurs européennes rebondissent. Ils font preuve de résilience car ils intègrent de facto des statistiques macroéconomiques de bonne facture, la poursuite de la politique agressive de remontée des taux qu'engage la FED - qui soutient l'USD au bénéfice des entreprises exportatrices européennes - ainsi que la relative stabilisation du prix du pétrole, du fait entre autres de la mise sur le marché d'une partie du stock stratégique américain.

Sur cette plage de temps, nous continuons à exploiter la volatilité obligataire entre +0,21% et +0,69% sur le 10 ans Bund, au travers d'opérations d'allers-retours, sur des futures Bund

La somme cumulée des opérations représente l'équivalent de 5 points supplémentaires en futures Bund. Par ailleurs nous diminuons de -5,8% l'expositions actions en cédant des futures DJ EuroStoxx 50 sur son niveau de 3741 points.

En fin de premier trimestre, votre fonds s'expose en conséquence aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 31,8%, 3,4%, 23,2%, 8,4% et 33,2%.

La tendance baissière des marchés de fin mars au 9 mai, vient de nouveaux confinements sans concession en Chine contre la Covid 19, de désorganisations accrues d'approvisionnements en Europe du fait du conflit russo-ukrainien et de craintes de stagflation de l'économie. De plus, la hausse de l'USD, stimulée par la politique de remontée de taux de la FED, participe au renchérissement de la facture énergétique des européens.

Sur cette plage de temps, s'agissant de l'exploitation de la volatilité par le biais des dérivés, les opérations d'allers-retours, sur futures Bund ajoutent autour de +4,5 points d'exposition au 10 ans Bund. Les opérations sur actions apportent environ +6,4 points d'expositions en futures DJ EuroStoxx 50.

En matière de change, nous profitons de la hausse de l'USD pour en vendre à hauteur de 0,75% mi-avril, ainsi que 0,5% à la fin de ce mois-là. Nous relevons de 0,25% l'exposition en JPY sur faiblesse de la devise. De la même manière, nous tirons parti de la montée des taux pour puiser dans les liquidités et acquérir 2,3M€ d'OAT 3/2024 mi-avril.

Le marché européen des actions enregistre un rebond du 9 au 30 mai, qui s'explique principalement par de meilleures publications et perspectives d'entreprises qu'attendues.

Sur cette plage de temps, en matière de dérivés, nous continuons à exploiter activement la volatilité obligataire, au travers d'opérations d'allers-retours, sur des futures Bund, dont la somme cumulée retire -1 point d'exposition.

Fin mai, nous cédon des parts du fonds de performance absolue Allianz Volatility Strategy.

L'exposition actions de votre fonds se situe alors au niveau de 32,8% le dernier jour de mai.

La baisse des valeurs européennes du 30 mai au 5 juillet vient de la crainte des opérateurs de marché que les perspectives économiques s'assombrissent avec le spectre d'une récession généralisée. D'autant plus que le prix du gaz augmente de plus de 50% en Europe.

Début juin, nous finissons de vendre la ligne Allianz Volatility Strategy.

Au vue de l'évolution des devises nous renforçons le JPY et allégeons l'USD.

Nous sommes acheteurs nets de contrats futures actions et obligataires, de telle sorte qu'à la fin du premier semestre, votre fonds s'expose en conséquence aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 37,6%, 3,5%, 31,2%, 8,2% et 19,5%.

Les bourses d'actions européennes se valorisent nettement du 5 juillet au 16 août. Le premier moteur de la hausse vient du recul marqué des taux longs, alimenté par les politiques restrictives des principales banques centrales - en lutte contre l'inflation la plus élevée depuis 1981 – qui résulte de statistiques traduisant un ralentissement économique. La seconde force de traction de cette progression résulte de publications trimestrielles et de perspectives d'entreprises meilleures qu'attendues.

Etant donné la baisse des taux longs, nous cédon à deux reprises au cours de la première quinzaine de juillet -3 points en futures Bund sur les niveaux de 0,85% et de 0,75% du 10 ans Bund. La somme cumulée des opérations sur futures Dj EuroStoxx 50 retire -4,8 points d'exposition actions.

Première quinzaine d'août, le solde des opérations d'allers-retours sur les futures Bund ajoute cette fois +1% d'exposition sur le Bund 10 ans.

Les marchés se retournent cette fois de mi-août à fin septembre.

Malgré des publications d'entreprises meilleures qu'attendues, la majorité des investisseurs craint l'accentuation des signes de récession. Ce d'autant plus que les principales banques centrales continuent à indiquer, que leur objectif premier consiste à juguler l'inflation. En réaction, courant septembre, la courbe de taux américaine s'inverse le plus fortement en 40 ans. En Europe, la crise énergétique s'avive avec le sabotage des réseaux Nord Stream 1 et 2, qui prive l'Allemagne de gaz russe. Les investisseurs se réfugient nettement sur l'USD, et délaissent le GBP, étant donné des craintes de futurs déficits budgétaires excessifs au Royaume-Uni.

Au cours de la seconde quinzaine d'août, nous exploitons « comme de coutume » la volatilité obligataire, au travers d'opérations d'allers-retours, sur des futures Bund principalement entre +0,88% et +1,48% sur le 10 ans Bund. Le solde net cumulé des opérations représente cette fois l'équivalent d'une acquisition de +5 points en futures Bund.

Par ailleurs, nous prenons des bénéfices sur les actions à trois reprises, en ouvrant des positions vendeuses sur des futures DJ Eurostoxx 50 sur les niveaux de 3750, 3775 et 3800 points, de telle sorte que l'exposition actions de votre fonds se situe au niveau de 35,2% fin août.

Sur septembre, l'exploitation de la volatilité obligataire, au travers de futures Bund, principalement entre +1,55% et +2,10% sur le 10 ans Bund, se solde par l'ajout de l'équivalent de 5 points en futures Bund. Par ailleurs, les opérations d'arbitrages sur actions ajoute +4,8 points d'exposition aux actions.

Nous cédon des parts du fonds de performance absolue Threadneedle Pan Europe Absolute Alpha, des fonds obligataires Covéa Moyen Terme et Covéa Euro Souverain, ainsi que des fonds actions Covéa Actions Euro et Covéa Actions Croissance.

A la fin du troisième trimestre, votre fonds s'expose en conséquence aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 38,7%, 3,6%, 34,3%, 8,5% et 14,9%.

Les marchés d'actions européennes connaissent un rebond du 29/9 au 30/11/2022. Ils tirent leur dynamique de premiers signes de ralentissement de l'économie et de l'inflation, qui s'accompagne de l'espérance d'un infléchissement de la politique de hausse des taux engagée par les principales banques centrales ; d'un allègement relatif de la politique zéro covid en Chine ; ainsi que de la qualité des publications trimestrielles et des perspectives d'entreprises.

Au cours de ces deux mois, le cumul d'opérations d'allers-retours sur futures Bund, dans une fourchette comprise entre +1,80% et +2,5%, se compense en termes d'exposition au 10 ans Bund. En revanche, sur les futures Dj EuroStoxx 50, le cumul net des opérations réduit l'exposition actions de -12,8 points

L'exposition actions de votre fonds se situe alors au niveau de 23% le dernier jour de novembre.

Les principales bourses reculent continument à travers le monde, en décembre, sur fond de hausse des taux longs. Au vu de statistiques contradictoires, FED et BCE limitent le relèvement de leur taux à 50 points de base, en milieu de mois. Néanmoins, les deux banques centrales communiquent sur la durabilité de leur politique restrictive pour contrer l'inflation. L'incertitude gagne alors la majorité des investisseurs sur l'intensité de la récession qui en résultera. Parallèlement, le net desserrement de la politique zéro covid en Chine, laisse craindre un regain d'inflation, notamment via le prix des matières premières.

Nous constituons des liquidités en sortant des lignes de fonds de performance absolue, tels qu'Helium et Candriam Risk Arbitrage. Nous cédon aussi des lignes de titres en direct, comme Novo Nordisk, Siemens Energy, Vopak ou encore Thyssenkrupp. En matière de dérivés, Nous exploitons activement la volatilité obligataire, au travers d'opérations d'allers-retours, sur des futures Bund principalement entre +1,8% et +2,5% sur le 10 ans Bund : le solde net cumulé des opérations représente l'équivalent d'une acquisition de +2 points en futures Bund. Au niveau des actions, le solde net cumulé des opérations représente l'équivalent d'un achat de +2,4 points en futures Dj EuroStoxx 50

En définitive, l'année s'achève avec des expositions sur les actions, obligations convertibles, obligations et liquidités respectivement de 25% (+6,5 points par rapport au début de l'année), 3,6% (+0,2 point par rapport au début de l'année), 34% (+ 12,5 points par rapport au début de l'année), 7,3% (-2,8 points par rapport au début de l'année), et 30,1% (-16,4 points par rapport au début de l'année).

Perspectives

L'évolution des bourses au cours des prochains mois, dérive en premier lieu, du niveau de résolution des problématiques rencontrées en 2022, qui impactent particulièrement l'inflation : guerre en Ukraine participant aux difficultés d'approvisionnements - en particulier énergétiques en Europe -, épidémie de covid en Chine – dont la résolution relancerait l'économie et les échanges du pays, mais induirait une augmentation du prix des matières premières -, ou encore niveau du ralentissement économique mondial induit par les politiques monétaires restrictives des principales banques centrales; sur ce dernier plan, le degré d'asynchronie décisionnelle de la FED sur la BCE conditionne l'évolution de la parité du change. En second lieu, le maintien de la résilience des publications et perspectives d'entreprises - en particulier dans les secteurs les plus inflationnistes - constitue le second facteur déterminant. Au-delà, les marchés porteront certainement attention au degré de soutenabilité des dettes des agents, à la mise en place de barrières non tarifaires dans les grandes régions, et pour les actions, aux effets des plans d'investissements à travers le monde, concernant des rapatriements d'activités ou de transition énergétique.

Performances OPC

En 2022, la performance de COVEA PATRIMOINE a été de -5,23 % pour la part AC, de -4,28 % pour la part IC.

La performance obtenue sur la période ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC.

Le risque global de l'OPC est mesuré par la méthode de calcul de l'engagement.

Techniques de gestion efficace de portefeuille

Le fonds n'a pas eu recours pour l'exercice 2022, à des techniques de gestion efficace de portefeuille (par le biais d'opérations de cessions d'acquisitions temporaires de titres ou par le recours à des instruments financiers dérivés de gré à gré) et aucune garantie financière (autrement qu'en espèces), n'a été reçue à ce titre.

Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés:

- Change à terme : néant
- Future : - 29 500 912,91 EUR
- Options : néant
- Swap : néant

En fin d'exercice, le fonds détient une position courte exposée à des obligations italiennes de maturité 10 ans via des futures Euro BTP d'échéance mars 2023 à hauteur de -1,2 millions d'euros, soit -0,52% du portefeuille.

Le fonds détient aussi une position longue exposée à des obligations allemandes de maturité 10 ans via des futures Euro Bund d'échéance mars 2023 à hauteur de 24,72 millions d'euros, soit -10,78% du portefeuille.

Sur la partie actions, le fonds détient une position courte sur des futures Euro Stoxx 50 d'échéance mars 2023 pour -50,2 millions d'euros soit -21,88% du portefeuille.

Le fonds détient une position courte sur des futures FTSE 100 d'échéance mars 2023 à hauteur de -2,77 millions d'euros soit -1,21% du portefeuille.

Sur la partie devises, le fonds est exposé à hauteur de +1,65% à l'USD contre EUR via une position courte sur des futures EUR/USD d'échéance mars 2023 pour le montant de 3,78 millions d'euros.

Le fonds est exposé aussi à hauteur de - 1,62% au JPY contre EUR, via une position longue sur des futures EUR/JPY d'échéance mars 2023 pour le montant de 3,72 millions d'euros.

Informations complémentaires (PEA, autres ...)

Néant.

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

Informations sur la politique de sélection des intermédiaires d'exécution et la politique d'exécution

Conformément à ses obligations professionnelles telles que définies par le Code Monétaire et Financier et le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses activités de Société de gestion de portefeuille, Covéa Finance publie et réexamine annuellement des politiques décrivant l'organisation et les critères retenus pour veiller à la protection des intérêts de ses clients lors de l'exécution d'un ordre issu de ses décisions de gestion.

Ces politiques de meilleure sélection des intermédiaires en exécution et de meilleure exécution (ci-après dénommées les « Politiques ») sont disponibles sur le site internet de

Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Conformément à ces Politiques, les équipes de négociation de la Société de gestion sont tenues de réaliser leurs transactions sur les marchés financiers avec des intermédiaires figurant sur une liste autorisée définie par un comité de référencement.

Un comité de sélection et d'évaluation se réunit une fois par an pour évaluer la qualité d'exécution des intermédiaires sélectionnés selon plusieurs critères quantitatifs. Ce dernier comité se tient en présence des équipes de négociation en charge de la sélection et de l'évaluation des intermédiaires d'exécution mais également des responsables de gestion, du middle office, du juridique et du contrôle interne.

Des comités ad hoc mensuels peuvent également se réunir notamment en cas de changement notable dans la qualité de service d'un intermédiaire autorisé, d'une modification des conditions de marché ou d'une évolution propre à Covéa Finance.

Le respect de la liste des intermédiaires fait l'objet d'un contrôle par le RCCI.

Conformément aux dispositions du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers en vigueur, un compte rendu relatif aux frais d'intermédiation figure sur le site de Covéa

Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Exercice des droits de vote

En application des dispositions de l'article L533-22 du Code Monétaire et Financier, les droits attachés à la qualité d'actionnaire des OPCVM et notamment les droits de vote ont été exercés librement dans l'intérêt des porteurs de parts conformément à la politique d'engagement actionnarial disponible sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Informations en matière extra-financière

Informations sur la prise en compte des risques de durabilité (Article 8)

En application de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte modifiée et codifiée aux articles L533-22-1 et D533-16-1 du Code monétaire et financier et de l'article 3 du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement et du Conseil du 27.11.2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR ») et du Règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088) (Règlement « Taxonomie »), l'OPC est tenu de publier des informations en matière extra-financière.

S'agissant des informations sur la durabilité issues du Règlement européen « SFDR », cette réglementation européenne vise à améliorer et harmoniser la transparence des acteurs des marchés financiers sur la responsabilité sociale et environnementale.

Transparence en matière de durabilité au niveau des produits financiers :

Afin de permettre aux investisseurs d'identifier plus facilement les produits financiers qui leurs correspondent en termes d'attentes sur les enjeux environnementaux et sociaux, la réglementation Durabilité (« SFDR ») demande à chaque entité de placer chacun de ses produits dans l'une des trois catégories suivantes :

- article 9 : produits qui ont pour objectif l'investissement durable,
- article 8 : produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux,
- article 6 : les autres produits qui ne font pas de la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales leur objectif principal et dont l'objectif de gestion ne porte pas sur un investissement durable.

Les informations relatives au principe de double matérialité lié 1) aux risques de durabilité et 2) aux incidences négatives de durabilité sont accessibles dans la Déclaration relative à la prise en compte du risque de durabilité disponible sur le site internet de la Société de gestion dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Depuis le 10 mars 2021, l'OPC a été rattaché à la classification SFDR de l'article 8 (« produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux »).

La prise en compte des risques et des facteurs de durabilité, tels que définis dans le règlement UE 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, est pleinement intégrée dans la politique relative aux Risques de durabilité et à l'ESG de Covéa Finance.

Le suivi des risques en matière de durabilité est intégré dans la chaîne de valeur et de décision d'investissement de Covéa Finance.

La politique d'investissement de Covéa Finance vise à limiter le risque de durabilité à travers un dispositif s'articulant principalement autour de la mise en place de filtres d'exclusions (normatives, sectorielles et/ou thématiques) applicables à tout investissement direct en actions ou en obligations et accessible sur le site internet et de la mise en place de critères de sélection extra-financiers en complément des critères de sélection financiers.

L'ensemble des informations sur la prise en compte par la société de gestion des critères relatifs au respect des objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) dans son processus d'investissement sont accessibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Compte tenu des évolutions et travaux en cours, la catégorisation des OPC de la gamme pourrait être amenée à évoluer selon les OPC.

Part d'investissements de l'OPC liés aux activités durables

La Taxonomie de l'Union Européenne a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : Atténuation des changements climatiques, Adaptation aux changements climatiques, Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines, Transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), Prévention et contrôle de la pollution et Protection des écosystèmes sains.

Actuellement, des critères d'examen technique (Technical Screening Criteria) ont été développés pour certaines activités économiques à même de contribuer substantiellement à deux de ces objectifs : l'atténuation du changement climatique, et l'adaptation au changement climatique. Ces critères sont actuellement en attente de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne. Les données présentées ci-dessous ne reflètent donc que l'alignement à ces deux objectifs, sur la base des critères non-définitivement publiés, tels qu'ils ont été soumis aux colégislateurs européens. Nous mettrons à jour cette information en cas de changements apportés à ces critères, de développement de nouveaux critères d'examen relatifs à ces deux objectifs, ainsi que lors de l'entrée en application des critères relatifs aux quatre autres objectifs environnementaux.

Pour être considérée comme durable, une activité économique doit démontrer qu'elle contribue substantiellement à l'atteinte de l'un des 6 objectifs, tout en ne nuisant pas à l'un des cinq autres (principe dit DNSH, « Do No Significant Harm »). Pour qu'une activité soit considérée comme alignée à la Taxonomie européenne, elle doit également respecter les droits humains et sociaux garantis par le droit international.

Les informations extra financières spécifiques liées au positionnement de l'OPC en article 8 sont précisées dans l'annexe d'information périodique du présent rapport.

Le principe consistant à ne pas causer de préjudice important s'applique uniquement aux investissements sous-jacents aux produits financiers qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Rapport 2022 relatif à la politique de rémunération de Covéa Finance

Covéa Finance, en tant que gestionnaire, attache une importance particulière au respect de l'ensemble des dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM ») et dans de la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 sur les gestionnaires d'OPCVM (ci-après désignée la « Directive OPCVM V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur le fonds.

1. Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'exercice 2022, le montant total des rémunérations annoncées par Covéa Finance à l'ensemble de son personnel (personnes au 31/12/2022) s'est élevé à 15 293 424 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- 12 245 120 euros soit 80% du total des rémunérations versées par la société à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations fixes ; et
- 3 048 304 euros, soit 20% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations variables totale. Le versement de rémunérations variables a concerné pour l'exercice 2022, 164 personnes. Un collaborateur a été concerné par un différé de rémunération variable sur 3 ans.

Sur le total des rémunérations annoncées par le gestionnaire au titre de l'exercice, 8 314 762 euros concernaient les cadres salariés de Covéa Finance dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds, tels que définis dans notre Politique de Rémunération 2022.

2. Montant des rémunérations versées par le fonds au personnel du gestionnaire

Covéa Finance ne pratique pas d'intéressement aux plus-values réalisées (ou carried interest) et aucune rémunération (fixe ou variable) à destination des gérants n'est versée par le fond.

3. Incidence de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque du fonds et sur la gestion des conflits d'intérêt

En février 2017, Covéa Finance a mis en conformité avec la Directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (directive OPCVM V) sa politique de rémunération existante, revue le règlement intérieur de sa Commission de Rémunération et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation tout en procédant à un travail d'identification des collaborateurs de son personnel impactés par les nouvelles dispositions en matière de rémunération issues de la Directive AIFM et de la Directive OPCVM V et de ses textes de transposition (ci-après la « Population Identifiée »). Il s'agit des collaborateurs respectant les deux conditions cumulatives suivantes :

- (i) appartenant à une catégorie de personnel bénéficiant d'une rémunération variable et susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque du gestionnaire ou du fonds géré et
- (ii) ayant une rémunération variable supérieure à 200 000 euros traduisant le niveau de responsabilité sur le profil de risque.

Lorsque la rémunération de la Population Identifiée varie en fonction de performances, son montant total, qui est plafonné à un niveau inférieur à sa rémunération fixe, est établi par le gestionnaire en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle à laquelle il appartient et/ ou du panier de portefeuille (OPC, FIA et Mandat) avec celles des résultats d'ensemble du gestionnaire. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers.

L'ensemble des principes sont décrits dans la Politique de Rémunération de Covéa Finance, disponible sur son site Internet.

4. Gouvernance et contrôle de la politique de rémunération

La politique de rémunération est revue annuellement par la Commission de Rémunération définie par les statuts de Covéa Finance, composée de :

- un représentant du Comité de Surveillance de Covéa Finance,
- deux représentants du Groupe Covéa, indépendant de Covéa Finance, dont au moins un d'entre eux participe au comité des Rémunérations du Groupe Covéa, et
- la Présidente de Covéa Finance.

Conformément à la réglementation, la majorité des membres de la Commission de Rémunération n'exerce pas de fonctions exécutives au sein de Covéa Finance et n'en est pas salarié.

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers (Règlement SFTR)

L'OPC n'a pas eu recours aux opérations entrant dans le cadre du règlement SFTR au cours de l'exercice clos au 30 décembre 2022.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
COVEA FINANCE SECURITE C	58 604 010,03	39 087 068,17
COVEA MOYEN TERME	-	17 941 374,29
KION GROUP	7 091 335,22	5 052 844,36
SIEMENS ENERGY AG	5 858 397,43	6 008 059,77
KONINKLIJKE PHILIPS N.V.	7 066 246,88	3 063 347,60
TOTAL ENERGIES SE	3 107 586,87	6 588 470,13
KONINKLIJKE VOPAK N.V.	3 447 230,04	5 545 056,91
ORSTED SH	5 706 891,56	3 065 756,69
JDE PEETS B V	2 776 943,50	5 014 626,09
CELLNEX TELECOM S.A.	5 139 322,67	2 433 810,34

rapport du commissaire aux comptes



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Fonds Commun de Placement COVEA PATRIMOINE

8-12, rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 décembre 2022

Aux porteurs de parts,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif COVEA PATRIMOINE constitué sous forme de fonds commun de placement relatifs à l'exercice clos le 30 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A.
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une entité de droit anglais.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion établi par la société de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds commun de placement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

**Fonds Commun de Placement
COVEA PATRIMOINE***Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds commun de placement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense

KPMG S.A.

Signature numérique de
Pascal Lagand
KPMG le 07/04/2023 10:19:52

Pascal Lagand
Associé



comptes annuels

BILANactif

	30.12.2022	31.12.2021
Devise	EUR	EUR
Immobilisations nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	219 674 522,89	297 594 771,59
• ACTIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	65 563 324,90	84 712 875,38
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
• OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	21 811 889,88	32 500 748,34
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
• TITRES DE CRÉANCES		
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
<i>Titres de créances négociables</i>	1 290 432,00	-
<i>Autres titres de créances</i>	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
• ORGANISMES DE PLACEMENTS COLLECTIFS		
OPCVM et Fonds d'Investissement à Vocation Générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	128 822 383,06	178 761 700,57
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays États membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres États membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres États membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
• OPÉRATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES		
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
• CONTRATS FINANCIERS		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	2 186 493,05	1 619 447,30
Autres opérations	-	-
• AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS	-	-
Créances	4 939 195,35	6 853 997,89
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	4 939 195,35	6 853 997,89
Comptes financiers	11 827 501,96	14 647 547,99
Liquidités	11 827 501,96	14 647 547,99
Autres actifs	-	-
Total de l'actif	236 441 220,20	319 096 317,47

BILAN passif

	30.12.2022	31.12.2021
Devise	EUR	EUR
Capitaux propres		
• Capital	220 934 958,08	321 813 441,81
• Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
• Report à nouveau	-	-
• Plus et moins-values nettes de l'exercice	13 798 320,16	-3 954 868,57
• Résultat de l'exercice	-704 700,44	-670 827,11
Total des capitaux propres <i>(montant représentatif de l'actif net)</i>	234 028 577,80	317 187 746,13
Instruments financiers	2 186 493,05	1 619 455,14
• OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	-	-
• OPÉRATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES FINANCIERS		
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
• CONTRATS FINANCIERS		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	2 186 493,05	1 619 455,14
Autres opérations	-	-
Dettes	226 149,35	289 116,20
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	226 149,35	289 116,20
Comptes financiers	-	-
Concours bancaires courants	-	-
Emprunts	-	-
Total du passif	236 441 220,20	319 096 317,47

HORS-bilan

30.12.2022

31.12.2021

Devise	EUR	EUR
Opérations de couverture		
• Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
- Marché à terme ferme (Futures)	57 946 033,67	129 889 277,61
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Engagements de gré à gré		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Autres engagements		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
Autres opérations		
• Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
- Marché à terme ferme (Futures)	28 445 120,76	3 801 402,75
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Engagements de gré à gré		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Autres engagements		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-

COMPTE de résultat

	30.12.2022	31.12.2021
Devise	EUR	EUR
Produits sur opérations financières		
• Produits sur dépôts et sur comptes financiers	91 258,99	224 782,16
• Produits sur actions et valeurs assimilées	1 664 904,47	1 716 598,27
• Produits sur obligations et valeurs assimilées	284 020,46	892 484,91
• Produits sur titres de créances	-	4 081,09
• Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
• Produits sur contrats financiers	-	-
• Autres produits financiers	-	-
Total (I)	2 040 183,92	2 837 946,43
Charges sur opérations financières		
• Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
• Charges sur contrats financiers	-	-
• Charges sur dettes financières	-70 667,49	-111 367,92
• Autres charges financières	-	-
Total (II)	-70 667,49	-111 367,92
Résultat sur opérations financières (I - II)	1 969 516,43	2 726 578,51
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	-2 715 827,67	-3 450 177,52
Résultat net de l'exercice (L.214-17-1) (I - II + III - IV)	-746 311,24	-723 599,01
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	41 610,80	52 771,90
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI) :	-704 700,44	-670 827,11

1 règles & méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Règles d'évaluation et comptabilisation des actifs

1 - Méthodes d'évaluation :

Le calcul de la valeur liquidative de la part et/ou action est effectué en tenant compte des méthodes d'évaluation précisées ci-dessous :

Règles générales

- Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus et les sorties à leur prix de cession frais exclus.
- Les liquidités, dépôts et instruments financiers détenus en portefeuille et libellés en devises sont convertis dans la devise de comptabilité de l'OPC sur la base des taux de change au jour de l'évaluation.

Instruments financiers négociés sur un marché réglementé ou assimilés

- Les valeurs mobilières de type « Actions et valeurs assimilées » négociées sur un marché réglementé français ou étranger sont évaluées au cours de clôture de leur marché principal.
- Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au prix du marché sur la base de cours contribués.

Toutefois : Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

- Les titres de créances négociables (TCN) et valeurs assimilées :
 - i. Les bons du trésor et valeurs assimilées (BTF, T-bill, Letras, BOTS etc...) ainsi que les titres négociables à moyen terme et valeurs assimilées dont l'échéance est supérieure à un an sont évalués selon un prix de marché sur la base de cours contribués.
 - ii. Les titres négociables à court terme et valeurs assimilées (ECP, NEU CP etc...) dont l'échéance est inférieure à un an sont évalués quotidiennement via un spread et une courbe de taux composite représentative de l'univers d'investissement.
- Parts et actions d'OPC : Les actions de SICAV et parts de Fonds Communs de Placement sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.

Contrats financiers

- Opérations portant sur des instruments financiers à terme fermes ou conditionnels négociées sur les marchés organisés :

Les opérations portant sur des instruments financiers à terme, fermes ou conditionnels, négociées sur des marchés organisés français ou étrangers sont valorisées au cours de compensation ou à leur valeur de marché.

- Opérations de gré à gré :

Les opérations à terme, fermes ou conditionnelles ou les opérations d'échange conclues sur les marchés de gré à gré, autorisées par la réglementation applicable aux OPC, sont valorisées aux conditions de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la Société de gestion.

Acquisitions et cessions temporaires de titres

- Acquisition temporaire de titres : Les titres reçus en pension ou les titres empruntés sont inscrits en portefeuille acheteur pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts à recevoir.
- Cessions temporaires de titres : Les titres donnés en pension ou les titres prêtés sont inscrits en portefeuille et valorisés à leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension comme celle des titres prêtés est inscrite en portefeuille à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus.

Engagements hors bilan

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Garanties financières et appels de marge : Les garanties financières reçues sont évaluées au prix du marché (mark-to-market). Les marges de variation quotidiennes sont calculées par différence entre l'évaluation au prix du marché des garanties constituées et l'évaluation au prix du marché des instruments collatéralisés.

2 - Méthode de comptabilisation :

Méthode de comptabilisation des revenus

Le mode de comptabilisation retenu pour la comptabilisation du revenu est celui du coupon encaissé.

De ces revenus sont déduits :

- les frais de gestion,
- les frais financiers et charges sur prêts et emprunts de titres et autres placements.

Les revenus sont constitués par :

- les revenus des valeurs mobilières,
- les dividendes et intérêts encaissés au taux de la devise, pour les valeurs étrangères,
- la rémunération des liquidités en devises, les revenus de prêts et pensions de titres et autres placements.

Frais de fonctionnement et de gestion financière

Les frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement perçue notamment par le dépositaire.

Aux frais de gestion peuvent s'ajouter :

- Des commissions de surperformances. Celles-ci rémunèrent la Société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- Des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;

Pour plus de précisions sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, veuillez vous reporter à la section «Frais» de votre Document d'Informations Clés pour l'Investisseur (DICI).

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux, barème
Frais de gestion financière TTC	Actif net	Part A : 1,60% maximum TTC Part I : 0,60% maximum TTC
Frais de gestion administratifs externes à la Société de gestion	Actif net	Néant
Frais indirects maximum TTC (commissions et frais de gestion)	Actif net	3%
Commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Néant
Commission de surperformance	Actif net	Néant

Devise de comptabilité

La comptabilité de l'OPCVM est effectuée en euro.

Indication des changements comptables soumis à l'information particulière des porteurs

Changements intervenus : Néant.

Changements à intervenir : Néant.

exercice 2022

Indication des autres changements soumis à l'information particulière des porteurs *(Non certifiés par le commissaire aux comptes)***Changements intervenus :**

- Mise à jour annuelle frais et performances ;
- Mise en conformité avec le Règlement Taxonomie.

Changements à intervenir :

- Publication du DIC PRIIPS remplaçant le DICI.

Indication et justification des changements d'estimation et de modalités d'application

Néant.

Indication de la nature des erreurs corrigées au cours de l'exercice

Néant.

Indication des droits et conditions attachés à chaque catégorie de parts

Parts A : Capitalisation des revenus et capitalisation des plus-values nettes réalisées.

Parts I : Capitalisation des revenus et Capitalisation des plus-values nettes réalisées.



	30.12.2022	31.12.2021
Devise	EUR	EUR
Actif net en début d'exercice	317 187 746,13	349 263 795,93
Souscriptions (y compris la commission de souscription acquise à l'Opc)	5 176 183,34	14 526 311,46
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'Opc)	-75 457 376,14	-57 965 880,52
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	9 820 393,96	7 412 369,93
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-7 064 284,02	-3 905 759,23
Plus-values réalisées sur contrats financiers	22 054 687,61	4 628 174,79
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-9 797 015,21	-12 513 780,24
Frais de transaction	-251 613,77	-216 526,40
Différences de change	284 320,91	2 269 718,56
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers :	-28 989 665,91	14 789 444,28
- Différence d'estimation exercice N	-1 675 358,96	27 314 306,95
- Différence d'estimation exercice N-1	27 314 306,95	12 524 862,67
Variations de la différence d'estimation des contrats financiers :	1 811 512,14	-376 523,42
- Différence d'estimation exercice N	950 503,20	-861 008,94
- Différence d'estimation exercice N-1	-861 008,94	-484 485,52
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-746 311,24	-723 599,01
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
Actif net en fin d'exercice	234 028 577,80	317 187 746,13

3 compléments d'information

3.1. Instruments financiers : ventilation par nature juridique ou économique d'instrument

3.1.1. Ventilation du poste "Obligations et valeurs assimilées" par nature d'instrument

	Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé
Obligations indexées	-	-
Obligations convertibles	-	-
Obligations à taux fixe	21 811 889,88	-
Obligations à taux variable	-	-
Obligations zéro coupons	-	-
Titres participatifs	-	-
Autres instruments	-	-

3.1.2. Ventilation du poste "Titres de créances" par nature juridique ou économique d'instrument

	Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé
Bons du Trésor	1 290 432,00	-
Titres de créances à court terme (NEU CP) émis par des émetteurs non financiers	-	-
Titres de créances à court terme (NEU CP) émis par des émetteurs bancaires	-	-
Titres de créances à moyen terme NEU MTN	-	-
Autres instruments	-	-

3.1.3. Ventilation du poste "Opérations de cession sur instruments financiers" par nature d'instrument

	Titres reçus en pension cédés	Titres empruntés cédés	Titres acquis à réméré cédés	Ventes à découvert
Actions	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-

3.1.4. Ventilation des rubriques de hors-bilan par type de marché (notamment taux, actions)

	Taux	Actions	Change	Autres
Opérations de couverture				
Engagements sur les marchés réglementés ou assimilés	1 198 120,00	52 966 974,24	3 780 939,43	-
Engagements de gré à gré	-	-	-	-
Autres engagements	-	-	-	-
Autres opérations				
Engagements sur les marchés réglementés ou assimilés	24 724 980,00	-	3 720 140,76	-
Engagements de gré à gré	-	-	-	-
Autres engagements	-	-	-	-

3.2. Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	Taux fixe	Taux variables	Taux révisable	Autres
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	21 811 889,88	-	-	-
Titres de créances	1 290 432,00	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	11 827 501,96
Passif				
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-
Hors-bilan				
Opérations de couverture	1 198 120,00	-	-	-
Autres opérations	24 724 980,00	-	-	-

3.3. Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	0 - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 3 ans	3 - 5 ans	> 5 ans
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	2 397 393,75	5 035 998,31	11 951 941,75	2 426 556,07
Titres de créances	-	1 290 432,00	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-
Comptes financiers	11 827 501,96	-	-	-	-
Passif					
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-
Hors-bilan					
Opérations de couverture	-	-	-	-	1 198 120,00
Autres opérations	-	-	-	-	24 724 980,00

3.4. Ventilation par devise de cotation ou d'évaluation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

Cette ventilation est donnée pour les principales devises de cotation ou d'évaluation, à l'exception de la devise de tenue de la comptabilité.

Par devise principale	DKK	GBP	CAD	Autres devises
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	3 754 267,63	2 238 647,12	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	2 397 393,75	-
Titres de créances	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Créances	-	164 864,19	-	191 840,05
Comptes financiers	703 032,41	934 726,16	75 244,22	3 238 701,64
Autres actifs	-	-	-	-
Passif				
Opé. de cession sur inst. financiers	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-
Hors-bilan				
Opérations de couverture	-	-	-	3 780 939,43
Autres opérations	-	-	-	3 720 140,76

3.5. Créances et Dettes : ventilation par nature

Détail des éléments constitutifs des postes "autres créances" et "autres dettes", notamment ventilation des opérations de change à terme par nature d'opération (achat/vente).

Créances	4 939 195,35
Opérations de change à terme de devises :	
Achats à terme de devises	-
Montant total négocié des Ventes à terme de devises	-
Autres Créances :	
Dépôts de garantie (versés)	4 888 745,24
Coupons à recevoir	38 703,92
Souscriptions à recevoir	11 746,19
-	-
-	-
Autres opérations	-
Dettes	226 149,35
Opérations de change à terme de devises :	
Ventes à terme de devises	-
Montant total négocié des Achats à terme de devises	-
Autres Dettes :	
Frais provisionnés	209 500,71
Rachat à payer	16 648,64
-	-
-	-
-	-
Autres opérations	-

3.6. Capitaux propres

Catégorie de part émise / rachetée pendant l'exercice :	Souscriptions		Rachats	
	Nombre de parts	Montant	Nombre de parts	Montant
PART A / FR0011790559	49 302,4312	5 176 183,34	253 807,3128	26 724 332,17
PART I / FR0011790567	-	-	415 659	48 733 043,97
Commission de souscription / rachat par catégorie de part :		Montant		Montant
PART A / FR0011790559		-		-
PART I / FR0011790567		-		-
Rétrocessions par catégorie de part :		Montant		Montant
PART A / FR0011790559		-		-
PART I / FR0011790567		-		-
Commissions acquises à l'Opc par catégorie de part :		Montant		Montant
PART A / FR0011790559		-		-
PART I / FR0011790567		-		-

3.7. Frais de gestion

Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes) en % de l'actif net moyen %

Catégorie de part :	
PART A / FR0011790559	1,50
PART I / FR0011790567	0,50

Commission de surperformance (frais variables) : montant des frais de l'exercice **Montant**

Catégorie de part :	
PART A / FR0011790559	-
PART I / FR0011790567	-

Rétrocession de frais de gestion :

- Montant des frais rétrocédés à l'Opc -

- Ventilation par Opc "cible" :

- Opc 1 -

- Opc 2 -

- Opc 3 -

- Opc 4 -

3.8. Engagements reçus et donnés

3.8.1. Description des garanties reçues par l'Opc avec mention des garanties de capitalnéant

3.8.2. Description des autres engagements reçus et/ou donnésnéant

3.9. Autres informations

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire :

- Instruments financiers reçus en pension (livrée) -

- Autres opérations temporaires -

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie :

Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan :

- actions -

- obligations -

- titres de créances -

- autres instruments financiers -

Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine :

- actions -

- obligations -

- titres de créances -

- autres instruments financiers -

3.9.3. Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou aux gestionnaires financiers (Sicav) et opc gérés par ces entités :

- opc 110 702 328,38

- autres instruments financiers -

3.10. Tableau d'affectation du résultat *(En devise de comptabilité de l'Opc)***Acomptes versés au titre de l'exercice**

Date	Catégorie de part	Montant global	Montant unitaire	Crédit d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-

	30.12.2022	31.12.2021
Affectation du résultat	EUR	EUR
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	-704 700,44	-670 827,11
Total	-704 700,44	-670 827,11

PART A / FR0011790559	30.12.2022	31.12.2021
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-987 887,11	-1 132 990,74
Total	-987 887,11	-1 132 990,74
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

PART I / FR0011790567	30.12.2022	31.12.2021
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	283 186,67	462 163,63
Total	283 186,67	462 163,63
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

3.11. Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes*(En devise de comptabilité de l'Opc)***Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice**

Date	Montant global	Montant unitaire
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

	30.12.2022	31.12.2021
Affectation des plus et moins-values nettes	EUR	EUR
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	13 798 320,16	-3 954 868,57
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	13 798 320,16	-3 954 868,57

PART A / FR0011790559	30.12.2022	31.12.2021
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	8 049 194,18	-2 076 191,42
Total	8 049 194,18	-2 076 191,42
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-

PART I / FR0011790567	30.12.2022	31.12.2021
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	5 749 125,98	-1 878 677,15
Total	5 749 125,98	-1 878 677,15
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-

3.12. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques du FCP au cours des 5 derniers exercices

Date de création du Fonds : 28 avril 2014.

Devise

EUR	30.12.2022	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2018
Actif net	234 028 577,80	317 187 746,13	349 263 795,93	356 437 607,52	263 767 339,15

PART A / FR0011790559

Devise de la part et de la valeur liquidative : EUR

	30.12.2022	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2018
Nombre de parts en circulation	1 313 974,1362	1 518 479,0178	1 825 234,2955	2 085 678,5973	2 564 036,2284
Valeur liquidative	103,45	109,16	106,06	109,06	102,45
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris acomptes)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire (y compris acomptes)*	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire transféré aux porteurs (personne physique) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire*	5,37	-2,11	-1,79	-2,23	1,56

* Les montants de la distribution unitaire, de la capitalisation unitaire et des crédits d'impôt sont indiqués en devise de comptabilité de l'Opc. La capitalisation unitaire correspond à la somme du résultat et des plus et moins-values nettes sur le nombre de parts en circulation. Cette méthode de calcul est appliquée depuis le 1er janvier 2013.

⁽¹⁾ En application de l'Instruction Fiscale du 4 mars 1993 de la Direction Générale des Impôts, le crédit d'impôt unitaire est déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

PART I / FR0011790567

Devise de la part et de la valeur liquidative : EUR

	30.12.2022	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2018
Nombre de parts en circulation	870 196	1 285 855	1 374 301	1 118 151	10 000
Valeur liquidative	112,72	117,76	113,27	115,33	107,27
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris acomptes)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire (y compris acomptes)*	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire transféré aux porteurs (personne physique) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire*	6,93	-1,10	-0,80	-1,22	2,74

* Les montants de la distribution unitaire, de la capitalisation unitaire et des crédits d'impôt sont indiqués en devise de comptabilité de l'Opc. La capitalisation unitaire correspond à la somme du résultat et des plus et moins-values nettes sur le nombre de parts en circulation. Cette méthode de calcul est appliquée depuis le 1er janvier 2013.

⁽¹⁾ En application de l'Instruction Fiscale du 4 mars 1993 de la Direction Générale des Impôts, le crédit d'impôt unitaire est déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

4 inventaire au 30.12.2022

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
<i>Valeurs mobilières</i>						
<i>Action</i>						
FR0000120073	AIR LIQUIDE	PROPRE	17 977,00	2 380 154,80	EUR	1,02
NL0013267909	AKZO NOBEL NV	PROPRE	10 957,00	685 469,92	EUR	0,29
FR0010220475	ALSTOM	PROPRE	97 248,00	2 219 199,36	EUR	0,95
FR0000131104	BNP PARIBAS	PROPRE	12 518,00	666 583,50	EUR	0,28
FR0000120503	BOUYGUES	PROPRE	72 379,00	2 029 507,16	EUR	0,87
ES0105066007	CELLNEX TELECOM S.A.	PROPRE	79 287,00	2 451 554,04	EUR	1,05
FR001400AJ45	CIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN SA	PROPRE	65 615,00	1 705 005,78	EUR	0,73
FR0000120644	DANONE SA	PROPRE	54 301,00	2 673 238,23	EUR	1,14
DE0005557508	DEUTSCHE TELEKOM AG-NOM	PROPRE	96 752,00	1 803 263,78	EUR	0,77
DE0005785802	FRESENIUS MEDICAL CARE AG & CO	PROPRE	97 493,00	2 980 361,01	EUR	1,27
GB0031638363	INTERTEK GROUP	PROPRE	13 300,00	604 920,34	GBP	0,26
NL0014332678	JDE PEETS B V	PROPRE	57 000,00	1 540 140,00	EUR	0,66
DE000KGX8881	KION GROUP	PROPRE	37 117,00	993 622,09	EUR	0,42
DE000KBX1006	KNORR BREMSE AG	PROPRE	27 223,00	1 389 461,92	EUR	0,59
NL0000009538	KONINKLIJKE PHILIPS N.V.	PROPRE	313 531,00	4 390 688,12	EUR	1,88
NL0009432491	KONINKLIJKE VOPAK N.V.	PROPRE	4 640,00	128 760,00	EUR	0,06
FR0010307819	LEGRAND	PROPRE	30 500,00	2 282 010,00	EUR	0,98
IE00BZ12WP82	LINDE PLC	PROPRE	9 114,00	2 783 871,30	EUR	1,19
FI0009013296	NESTE CORPORATION	PROPRE	34 242,00	1 473 090,84	EUR	0,63
DE000A1H8BV3	NORMA GROUP N	PROPRE	154 593,00	2 628 081,00	EUR	1,12
FR0000133308	ORANGE	PROPRE	309 567,00	2 873 091,33	EUR	1,23
DK0060094928	ORSTED SH	PROPRE	44 224,00	3 754 267,63	DKK	1,60
FR0013269123	RUBIS SCA	PROPRE	30 775,00	757 065,00	EUR	0,32
FR0000120578	SANOFI	PROPRE	27 879,00	2 504 649,36	EUR	1,07
DE0007164600	SAP SE	PROPRE	23 052,00	2 221 982,28	EUR	0,95

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
DE0007236101	SIEMENS AG-NOM	PROPRE	8 711,00	1 129 294,04	EUR	0,48
DE000ENER6Y0	SIEMENS ENERGY AG	PROPRE	55 438,00	974 322,85	EUR	0,42
DE000SHL1006	SIEMENS HEALTHINEERS AG	PROPRE	52 272,00	2 442 670,56	EUR	1,04
DE000SYM9999	SYMRISE	PROPRE	12 365,00	1 256 902,25	EUR	0,54
FR0000120271	TOTAL ENERGIES SE	PROPRE	12 297,00	721 219,05	EUR	0,31
FR0000124141	VEOLIA ENVIRONNEMENT	PROPRE	96 688,00	2 320 512,00	EUR	0,99
FR0000125486	VINCI SA	PROPRE	13 917,00	1 298 316,93	EUR	0,55
FR0000127771	VIVENDI	PROPRE	132 431,00	1 180 489,93	EUR	0,50
GB00BH4HKS39	VODAFONE GROUP	PROPRE	1 720 087,00	1 633 726,78	GBP	0,70
FR0011981968	WORLDLINE	PROPRE	73 524,00	2 685 831,72	EUR	1,15
Total Action				65 563 324,90		28,02
Obligation						
XS1767087866	ACEA SPA 1.5% 08/06/2027	PROPRE	1 500 000,00	1 340 458,56	EUR	0,57
FR0014001EW8	ALSTOM SA 0.0% 11/01/2029	PROPRE	1 700 000,00	1 334 007,00	EUR	0,57
CA135087A610	CANADA GOVERNMENT 1.50% 01/06/2023	PROPRE	3 500 000,00	2 397 393,75	CAD	1,02
XS2265369657	DEUTSCHE LUFTHANSA AG 3% 29/05/2026	PROPRE	1 500 000,00	1 381 470,00	EUR	0,59
DK0030485271	EURONEXT NV 0.125% 17/05/2026	PROPRE	1 500 000,00	1 318 981,64	EUR	0,56
XS2180509999	FERRARI NV 1.5% 27/05/2025	PROPRE	1 500 000,00	1 433 403,29	EUR	0,61
FR0013344751	FRENCH REPUBLIC 0% 25/03/2024	PROPRE	2 343 914,00	2 264 760,02	EUR	0,97
XS2325562424	FRESENIUS FIN IRELAND PL 0% 01/10/2025	PROPRE	1 500 000,00	1 337 835,00	EUR	0,57
XS2323295563	NIDEC CORP 0.046% 30/03/2026	PROPRE	1 009 000,00	901 785,29	EUR	0,39
FR0014002G44	SAFRAN SA 0.125% 16/03/2026	PROPRE	1 500 000,00	1 349 890,27	EUR	0,58
FR0014002C30	SUEZ 0% 09/06/2026	PROPRE	2 800 000,00	2 475 956,00	EUR	1,06
XS2288109676	TELECOM ITALIA 1.625% 18/01/2029	PROPRE	1 400 000,00	1 092 549,07	EUR	0,47
FR0014000S75	TELEPERFORMANCE 0.25% 26/11/2027	PROPRE	1 400 000,00	1 147 454,38	EUR	0,49
XS2348325221	TENNET HOLDING BV 0.125% 09/12/2027	PROPRE	1 500 000,00	1 266 143,42	EUR	0,54
FR0014000O87	UBISOFT ENTERTAINMENT SA 0.878% 24/11/2027	PROPRE	1 000 000,00	769 802,19	EUR	0,33
Total Obligation				21 811 889,88		9,32
O.P.C.V.M.						
LU1505874849	ALLIANZ GLOBAL INVESTORS FUND SICAV	PROPRE	976,00	979 123,20	EUR	0,42
FR0011510056	CANDRIAM LONG SHORT CREDIT FCP	PROPRE	9 783,00	1 036 704,51	EUR	0,44

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
FR0011120377	COVEA ACTION FRANCE PART I	PROPRE	40 042,00	7 324 482,64	EUR	3,13
FR0000441677	COVEA ACTIONS ASIE	PROPRE	17 931,00	4 797 439,05	EUR	2,05
FR0007022157	COVEA ACTIONS CROISSANCE C	PROPRE	73 274,00	5 278 658,96	EUR	2,26
FR0013367182	COVEA ACTIONS CROISSANCE I	PROPRE	48 520,00	5 324 099,60	EUR	2,27
FR0010567487	COVEA ACTIONS EURO I	PROPRE	51 631,00	8 970 886,25	EUR	3,83
FR0010567529	COVEA ACTIONS EUROPE OPPORT I	PROPRE	25 444,00	5 786 220,04	EUR	2,47
FR0013312642	COVEA AERIS PART I	PROPRE	9 333,00	1 078 708,14	EUR	0,46
FR0013312675	COVEA AQUA PART I	PROPRE	10 170,00	1 244 808,00	EUR	0,53
FR0000939969	COVEA EURO SOUVERAIN (C)	PROPRE	110 928,00	5 060 535,36	EUR	2,16
FR0000441651	COVEA EURO SPREAD PART D	PROPRE	572 130,00	7 689 427,20	EUR	3,29
FR0000931412	COVEA FINANCE SECURITE C	PROPRE	88 851,00	19 460 323,72	EUR	8,32
FR0000002164	COVEA FLEX ISR C ACT C	PROPRE	26 476,00	1 341 538,92	EUR	0,57
FR0011134535	COVEA HAUT RENDEMENT I	PROPRE	82 373,00	9 459 715,32	EUR	4,04
FR0000931446	COVEA MOYEN TERME	PROPRE	56 613,00	13 747 900,92	EUR	5,87
FR0011070762	COVEA OBLIGATIONS CONVERTIBLES PART I	PROPRE	356,00	8 466 534,40	EUR	3,62
FR0010567537	COVEA PERSPECTIVES ENTREPRISES SICAV ACT I 4 DECIMALES	PROPRE	7 750,00	1 953 465,00	EUR	0,83
FR0014003YU6	COVEA SELECTION UK PART I EUR	PROPRE	1 691,00	1 463 053,20	EUR	0,63
FR0013312683	COVEA SOLIS I	PROPRE	8 530,00	1 150 526,40	EUR	0,49
FR0013312733	COVEA TERRA PART I	PROPRE	8 621,00	1 104 005,26	EUR	0,47
LU1694789378	DNCA INVEST SICAV ALPHA BONDS EUR	PROPRE	8 552,00	999 643,28	EUR	0,43
LU0641746143	DNCA INVEST SICAV MIURI SHS I CAPITALISATION	PROPRE	11 591,835	1 482 943,45	EUR	0,63
LU1331972494	ELEVA UCITS FUND SICAV ABSOLUTE RETURN EUROPE FUND	PROPRE	1 240,00	1 535 082,80	EUR	0,66
LU2049492049	EXANE PLEIADE FUND 2 SICAV	PROPRE	137,00	1 591 190,61	EUR	0,68
LU1103307663	GOLDMAN SACHS ABSOLUTE RETURN TRACKER PORTFOLIA FD	PROPRE	122 761,00	1 406 841,06	EUR	0,60
LU1460782573	HSBC GLOBAL INVESTMENT MULTI ASSET STYLE FACTORS SICAV	PROPRE	162 082,00	1 740 598,60	EUR	0,74
LU0289473133	JPMORGAN INVESTMENT INCOME OPPOTURNITY FUND SICAV	PROPRE	18 844,00	1 427 998,32	EUR	0,61
IE00B8BS6228	LYXOR NEWCITS IRL PLC EUR	PROPRE	12 262,00	1 438 989,84	EUR	0,61
LU1900066975	M U L LYXOR MSCI KOREA UC ETF EUR ACC ETF	PROPRE	16 938,00	924 205,03	EUR	0,39
LU0496442640	PICTET TARGETED CORTO EURP IC	PROPRE	5 601,00	853 984,47	EUR	0,36
LU1433232698	PICTET TR SICAV ATLAS	PROPRE	10 859,00	1 289 940,61	EUR	0,55

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
LU1849560120	THREADNEEDLE LUX SICAV CREDIT OPPORTUNITIES SICAV	PROPRE	144 173,00	1 412 808,90	EUR	0,60
Total O.P.C.V.M.				128 822 383,06		55,05
Total Valeurs mobilières				216 197 597,84		92,38
Liquidités						
APPELS DE MARGES						
	APPEL MARGE EUR	PROPRE	-1 062 170,67	-1 062 170,67	EUR	-0,45
	APPEL MARGE GBP	PROPRE	-8 670,00	-9 775,29	GBP	-0,00
	APPEL MARGE JPY	PROPRE	13 050 000,00	92 776,91	JPY	0,04
	APPEL MARGE USD	PROPRE	30 575,00	28 665,85	USD	0,01
Total APPELS DE MARGES				-950 503,20		-0,41
BANQUE OU ATTENTE						
	ACH DIFF OP DE CAPI	PROPRE	-16 648,64	-16 648,64	EUR	-0,01
	BANQUE AUD CAI	PROPRE	52 697,22	33 580,08	AUD	0,01
	BANQUE CAD CAI	PROPRE	108 652,66	75 244,22	CAD	0,03
	BANQUE CHF CAI	PROPRE	19 793,83	20 101,38	CHF	0,01
	BANQUE DKK CAI	PROPRE	5 228 100,54	703 032,41	DKK	0,30
	BANQUE EUR CAI	PROPRE	6 875 797,53	6 875 797,53	EUR	2,94
	BANQUE GBP CAI	PROPRE	829 036,67	934 726,16	GBP	0,40
	BANQUE JPY CAI	PROPRE	28 961 066,00	205 894,11	JPY	0,09
	BANQUE MXN CAI	PROPRE	897 191,13	43 018,37	MXN	0,02
	BANQUE NOK CAI	PROPRE	0,30	0,03	NOK	0,00
	BANQUE SEK CAI	PROPRE	14 570 643,34	1 310 097,59	SEK	0,56
	BANQUE USD CAI	PROPRE	1 734 302,35	1 626 010,08	USD	0,69
	SOUS RECEV EUR CAI	PROPRE	11 746,19	11 746,19	EUR	0,01
Total BANQUE OU ATTENTE				11 822 599,51		5,05
DEPOSIT DE GARANTIE						
	DEP GAR S/FUT GBP	PROPRE	146 223,00	164 864,19	GBP	0,07
	DEP GAR S/FUT JPY	PROPRE	16 500 000,00	117 304,14	JPY	0,05
	DEP GAR S/FUT USD	PROPRE	79 500,00	74 535,91	USD	0,03
	GAR SUR MAT FERM V	PROPRE	4 532 041,00	4 532 041,00	EUR	1,94
Total DEPOSIT DE GARANTIE				4 888 745,24		2,09
FRAIS DE GESTION						
	PRCOMGESTFIN	PROPRE	-168 907,70	-168 907,70	EUR	-0,07

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
	PRCOMGESTFIN	PROPRE	-40 593,01	-40 593,01	EUR	-0,02
Total FRAIS DE GESTION				-209 500,71		-0,09
Total Liquidites				15 551 340,84		6,65
Futures						
Change (Livraison du sous-jacent)						
EC150323	EURO FX 0323	PROPRE	-30,00	-28 665,85	USD	-0,01
RY150323	EURO/JPY CM 0323	PROPRE	30,00	-92 776,91	JPY	-0,04
Total Change (Livraison du sous-jacent)				-121 442,76		-0,05
Indices (Livraison du sous-jacent)						
VG170323	EURO STOXX 0323	PROPRE	-1 326,00	1 948 135,00	EUR	0,83
Z170323	FTSE 100 IN 0323	PROPRE	-33,00	9 775,29	GBP	0,00
Total Indices (Livraison du sous-jacent)				1 957 910,29		0,84
Taux (Livraison du sous-jacent)						
RX100323	EURO BUND 0323	PROPRE	186,00	-993 104,33	EUR	-0,42
IK1100323	EURO-BTP FU 0323	PROPRE	-11,00	107 140,00	EUR	0,05
Total Taux (Livraison du sous-jacent)				-885 964,33		-0,38
Total Futures				950 503,20		0,41
Creances negociables						
Interets precomptes.						
FR0127176388	BTF 0% 17/05/2023	PROPRE	1 300 000,00	1 290 432,00	EUR	0,55
Total Interets precomptes.				1 290 432,00		0,55
Total Creances negociables				1 290 432,00		0,55
Coupons						
Action						
GB00BH4EUR39	VODAFONE GROUP	ACHLIG	860 087,00	38 703,92	EUR	0,02
Total Action				38 703,92		0,02
Total Coupons				38 703,92		0,02
Total COVEA PATRIMOINE				234 028 577,80		100,00

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités **économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Dénomination du produit : COVÉA PATRIMOINE

Identifiant d'entité juridique : 969500G1NF2V8S2VG356

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?	
<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="checkbox"/> Oui	<input type="radio"/> <input checked="" type="radio"/> <input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental : N/A <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social : N/A	<input type="checkbox"/> Il promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale de N/A d'investissements durables <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> ayant un objectif social <input checked="" type="checkbox"/> Il promouvait des caractéristiques E/S, mais ne réalisera pas d'investissements durables



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales et sociales promues par le produit ont été atteintes.

Ce produit utilise les indicateurs de durabilité suivants pour mesurer la manière dont ses caractéristiques environnementales ou sociales sont atteintes :

1. La part de producteurs de pétrole et gaz non-conventionnels (conformément à la définition, seuils et paliers précisés dans la politique d'exclusion de Covéa Finance) dans les investissements en direct du produit.

2. La part d'entreprises dont une partie de l'activité est liée au charbon (hors énergéticiens et conformément à la définition, seuils et paliers définis dans la politique d'exclusion de Covéa Finance) dans les investissements en direct du produit.

L'application de la politique d'exclusion de Covéa Finance a permis d'exclure de l'univers d'investissement de ce produit les producteurs de pétrole et gaz non-conventionnels qui ne répondaient pas aux critères définis dans cette politique. Elle a également permis d'exclure les entreprises dont une partie de l'activité est liée au charbon (hors énergéticiens) conformément à cette même politique.

Ces caractéristiques environnementales sont ainsi atteintes.

3. La note ESG moyenne du portefeuille de titres détenus en direct par le produit (par rapport à la note de l'univers de départ).

Ce produit suit une approche en "amélioration de note ESG" grâce à la méthodologie de notation actuellement en vigueur, permettant de noter l'ensemble des émetteurs présents en position et dans l'univers d'investissement du produit. Au 31/12/22, sa note ESG moyenne était supérieure à celle de son univers d'investissement. Cette caractéristique environnementale est ainsi atteinte.

Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?

Indicateurs de durabilité	30/12/2022
Part des entreprises exposés au pétrole et gaz non conventionnel	0,0%
Part des entreprises exposés au charbon (hors énergéticiens)	0,0%
Note moyenne ESG du portefeuille	0,56
Note moyenne ESG de l'univers	0,45

Sources : Covéa Finance, ISS, Urgewald

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Conformément aux informations présentes dans l'annexe précontractuelle du produit, celui n'a pas pris en compte les PAI au titre de l'exercice 2022.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

Constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

Nom de l'émetteur	Secteur	% actifs	Pays
COVEA SECURITE G	Autres	8,00%	FRANCE
COVEA MOYEN TERME	Autres	6,00%	FRANCE
EUR EURO	Autres	4,00%	-
COVEA HAUT RENDEMENT I	Autres	4,00%	FRANCE
COVEA ACTIONS EURO I	Autres	4,00%	FRANCE
COVEA OBLIGATIONS CONVERTIBLES I	Autres	4,00%	FRANCE
COVEA EURO SPREAD (D)	Autres	3,00%	FRANCE
COVEA ACTIONS FRANCE I	Autres	3,00%	FRANCE
COVEA ACTIONS EUROPE OPPORTUNITES I	Autres	2,00%	FRANCE
COVEA ACTIONS CROISSANCE (I)	Autres	2,00%	FRANCE
COVEA ACTIONS CROISSANCE (C)	Autres	2,00%	FRANCE
COVEA EURO SOUVERAIN (C)	Autres	2,00%	FRANCE
COVEA ACTIONS ASIE	Autres	2,00%	FRANCE
KONINKLIJKE PHILIPS	Santé	2,00%	PAYS-BAS
ORSTED A/S	Services aux Collectivités	2,00%	DANEMARK

Hors dérivés



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

Quelle était l'allocation des actifs?

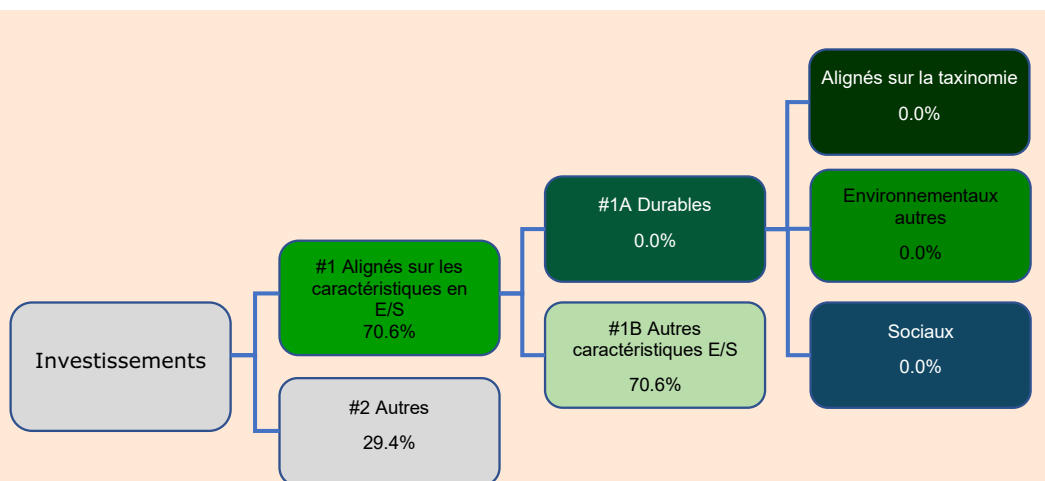
L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements;

- **des dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple;

- **des dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

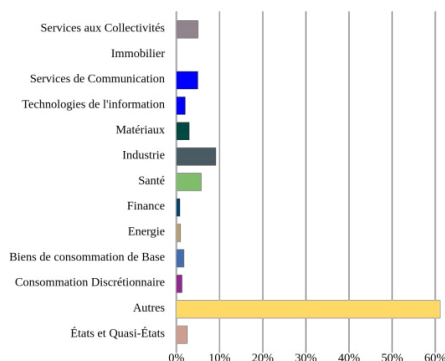
La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend:

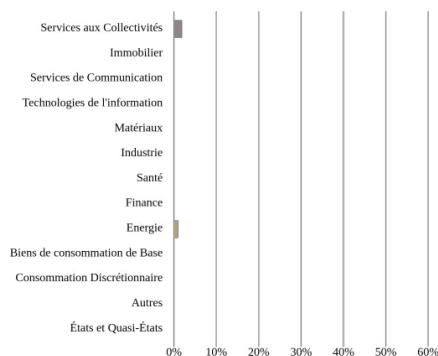
- la sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux;
- la sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

Exposition sectorielle – Répartition globale



Exposition sectorielle – Combustibles fossiles



Hors dérivés

Sources : Covéa Finance, ISS



Sous secteurs GICS 2	Répartition Globale	Combustibles fossiles
Energie	0,98%	0,00%
Matériaux	3,01%	0,00%
Biens d'équipement	7,84%	0,00%
Services Commerciaux et Professionnels	0,74%	0,00%
Transports	0,58%	0,00%
Automobiles et composants automobiles	1,33%	0,00%
Biens de Consommation Durables et Habillement	0,00%	0,00%
Services Consommateurs	0,00%	0,00%
Vente au détail	0,00%	0,00%
Vente au Détail de Produits Alimentaires et de Produits de Première Nécessité	0,00%	0,00%
Produits Alimentaires, Boissons et Tabac	1,78%	0,00%
Produits Domestiques et de Soin Personnel	0,00%	0,00%
Equipe ment et Services de santé	4,72%	0,00%
Sciences Pharmaceutiques, Biotechnologiques et Biologiques	1,06%	0,00%
Banques	0,28%	0,00%
Services Financiers Diversifiés	0,56%	0,00%
Assurance	0,00%	0,00%
Logiciels et Services	2,08%	0,00%
Matériel et Equipement Liés Aux Technologies de l'Information	0,00%	0,00%
Semi-conducteurs et Equipement de Semi-conducteurs	0,00%	0,00%
Services de Télécommunication	4,17%	0,00%
Médias et Divertissements	0,83%	0,00%
Services aux Collectivités	5,04%	0,32%
Immobilier	0,00%	0,00%
Autres	61,12%	0,55%
États et Quasi-États	2,52%	0,00%

Hors dérivés



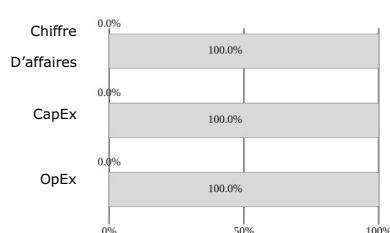
Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE?

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions bas-carbone et qui entre autres ont des niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

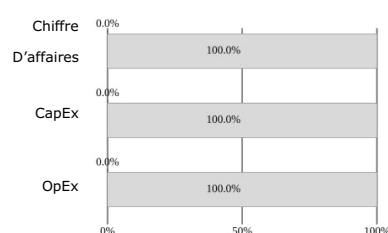
Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.

1. TAXONOMY-ALIGNMENT OF INVESTMENTS
INCLUDING SOVEREIGN BONDS*



- Investissement aligné sur la taxinomie (gaz fossile)
- Investissement aligné sur la taxinomie (nucléaire)
- Investissement aligné sur la taxinomie
- Non alignés sur la taxinomie

2. TAXONOMY-ALIGNMENT OF INVESTMENTS
EXCLUDING SOVEREIGN BONDS*



- Investissement aligné sur la taxinomie (gaz fossile)
- Investissement aligné sur la taxinomie (nucléaire)
- Investissement aligné sur la taxinomie
- Non alignés sur la taxinomie

Ce graphique représente 100% du total des investissements.

* Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines

Covéa Finance ne calcule pas la part d'alignement à la Taxonomie pour 2022.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales?

Les investissements inclus dans la catégorie « #2 Autres » ont été les suivants :

- les liquidités (détenues à titre accessoire pour répondre à l'objectif de gestion) ;
- les dépôts (peuvent être utilisés afin de rémunérer la trésorerie) ;
- les OPC externes ;
- les instruments dérivés ;
- les investissements qui n'ont pas fait l'objet d'une notation ESG.

Les instruments dérivés sont utilisés dans une logique d'exposition ou de couverture. Ces instruments font partie du processus d'investissement en raison de leur liquidité et de leur rapport coût/efficacité.

Il n'existe pas de garanties environnementales ou sociales minimales applicables à ces instruments. Cela étant, ils peuvent faire l'objet d'une appréciation ESG.

Les instruments dérivés utilisés pourront porter notamment sur des actions, des devises ou sur des indices (actions). Ces instruments font partie du processus d'investissement en raison de leur



liquidité et de leur rapport coût/efficacité. Leurs sous-jacents relèvent des catégories d'actifs utilisés en direct.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Les mesures ci-dessous ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales :

1. L'application de la politique d'exclusion normative et sectorielle de la Société de gestion et en particulier l'exclusion des émetteurs privés liés aux énergies non-conventionnelles (ex. pétrole, gaz de schiste) ou au charbon (sauf producteurs d'énergie).

Covéa Finance dispose d'un processus opérationnel lui permettant de pouvoir gérer sa politique d'exclusion construite et revue annuellement avec les équipes Recherche, Gestion et Conformité applicable à l'ensemble des portefeuilles. Les listes d'exclusion sont rafraîchies chaque trimestre afin d'identifier les éventuels émetteurs à exclure au sein des portefeuilles. Une méthodologie spécifique permettant la sortie des émetteurs en position nouvellement soumis à exclusion a été définie et implémentée afin que l'ensemble des portefeuilles reflète la philosophie globale de Covéa Finance sur ces sujets.

2. La notation extra-financière (« notation ESG ») des émetteurs se base sur une notation interne réalisée par l'équipe de Recherche interne selon une approche *best in universe*, consistant à privilégier les émetteurs les mieux notés d'un point de vue extra-financier indépendamment de leur secteur d'activité.

L'ensemble des équipes de gestion bénéficient de la méthodologie de notation ESG mise en œuvre par Covéa Finance leur permettant de considérer les caractéristiques ESG de chacun des émetteurs.